

Mondes slaves

Wladimir Andreff
Philippe Artières
Wladimir Berelowitch
Jacques-Olivier Boudon
Juliette Cadiot
Bernard Chavance
Sophie Cœuré
Sabine Dullin
Marc Elie
Leonid Heller
Morgane Labbé
Aleksandr Lavrov
Marie-Hélène Mandrillon
François-Xavier Nérard
Pauline Peretz
Marie-Pierre Rey
Thomas Serrier
Alessandro Stanziani
Nicolas Werth

Comptes rendus

Maureen Perrie (éd.)

The Cambridge history of Russia. I, From early Rus' to 1689
Cambridge, Cambridge University Press, XXII-777 p.

Dominic Lieven (éd.)

The Cambridge history of Russia. II, Imperial Russia, 1689-1917
Cambridge, Cambridge University Press, XXVII-765 p.

Ronald Grigory Suny (éd.)

The Cambridge history of Russia. II, The twentieth century
Cambridge, Cambridge University Press, XXIV-842 p.

La parution des trois volumes de l'histoire de la Russie dans la collection prestigieuse de Cambridge est une excellente nouvelle en soi ; jusqu'à présent, la Russie rentrait dans le cadre d'histoires plus générales qui ne lui consacraient qu'un ou plusieurs chapitres. En même temps, il manquait une histoire propre à la Russie comparable à celles que Cambridge a consacrées à l'Inde, à la Chine ou à l'empire ottoman. Le fait que cette lacune ait été comblée précisément au moment où l'histoire de la Russie n'est plus tout à fait au centre des préoccupations académiques et scientifiques rend encore plus méritoire cette opération.

Comme toujours avec cette collection, la série vise à offrir à un public qualifié mais non spécialiste de la Russie une image à la fois synthétique et détaillée de l'histoire de ce pays ; synthèse qui se veut aussi sommet de l'historiographie actuelle dans ce domaine. De ce point de vue, elle présente les mêmes éléments de force et les mêmes limites ; en particulier, le recours aux « meilleurs spécialistes » privilégie

nettement les auteurs anglais et américains, auxquels s'ajoutent quelques Russes, et, logiquement, les effets du « réseau » des coordinateurs se ressentent dans le choix des auteurs. Le résultat en est que des chapitres excellents alternent avec d'autres plus superficiels. Les trois volumes respectent enfin la qualité excellente de présentation et l'appareil critique des séries de Cambridge et incluent une chronologie détaillée des principaux événements, une bibliographie et un index.

Dans le premier volume, le coordinateur privilégie nettement l'histoire politique et les auteurs de sa génération. La chronologie fait référence à la coupure traditionnelle du règne de Pierre le Grand qui demeure fondamentale, car la Russie « ancienne » n'était guère liée à l'Europe tandis que celle de Pierre le devient. Vraie ou fausse, cette affirmation privilégie nettement l'eupéanisation comme critère d'évaluation et d'encadrement historique de la Russie. Ce qui n'exclut pas, bien entendu, la prise en considération des territoires d'Asie centrale et de Sibérie, suivant une tendance de l'historiographie qui s'est progressivement affirmée au cours des deux dernières décennies et qui refuse d'identifier la Russie et son empire avec le territoire russe *stricto sensu*. Cette perspective chronologique est compatible avec la dimension impériale, mais elle place au second plan l'importance de l'évolution des empires asiatiques pour comprendre l'histoire russe, si bien étudiée par Peter Perdue¹.

Ce premier volume s'articule en trois parties : la première allant de 900 à 1462 (de la période ancienne à l'émergence de la Moscovie) ; la deuxième de 1462 à 1613 (avec l'affirmation de la dynastie des Romanov), tandis que la troisième se poursuit jusqu'à l'intronisation de Pierre le Grand en 1689. C'est donc la

dimension chronologique, associée à celle des dynasties, qui prévaut. L'histoire politique occupe ainsi le devant de la scène comme en témoignent les axes transversaux mis en évidence comme éléments porteurs de la dynamique russe : « l'environnement extérieur », c'est-à-dire les pressions et les considérations géo-politiques ; les facteurs « internes », notamment les relations entre Église, État et seigneurs et leur impact sur l'organisation institutionnelle et juridique russe.

Certains chapitres constituent des résumés parfois paresseux des ouvrages souvent anciens des auteurs (c'est le cas par exemple de Richard Hellie et de ses chapitres sur les paysans, les serfs et les esclaves tirés de ses travaux des années 1970-1982), tandis que, à l'opposé, certains chapitres sont excellents, à la fois synthétiques et détaillés, novateurs et nourris de l'historiographie plus ancienne. Nous pensons, parmi d'autres, aux chapitres de David Miller sur l'Église orthodoxe, à celui de Marshall Poe sur les institutions et le gouvernement, à celui de Nancy Shields Kollman sur le droit et à celui de Brian Davies sur les gouvernements locaux. Donald Ostrowski, V. L. Ianin et A. P. Pavlov et Denis Shaw présentent de très bonnes synthèses de leurs nombreux travaux, respectivement, sur la Moscovie, la période médiévale de Novgorod, Boris Godounov et les villes.

L'écart entre les générations d'historiens se ressent dans les principales thèses avancées ; d'une part, R. Hellie souligne la violence et le « retard » de la Russie entre le XVI^e et le début du XVIII^e siècle et évoque l'asservissement des paysans, l'esclavage, les habitations primitives et insuffisantes, le manque de banques et de trafics monétaires importants. D'autre part, D. Shaw met en évidence le dynamisme des villes russes à cette même époque et N. Shields Kollman la complexité des relations institutionnelles qui ne pourraient se réduire en une simple soumission au tsar. De même, Robert Crummey offre une image complexe et convaincante de l'Église orthodoxe, hors des stéréotypes habituels et, à partir de là, Lindsey Hughes revient sur le prétendu processus de sécularisation.

Le deuxième volume offre l'introduction la plus accomplie : la chronologie est justifiée

du point de vue historiographique et méthodologique, mais, à l'intérieur des principaux chapitres, celle-ci est continuellement remise en question. Dominic Lieven explique que son ambition a été d'offrir une histoire de la Russie impériale aussi compréhensive et diversifiée que possible. Les sujets principaux ont été abordés suivant une perspective de longue durée et une vue d'ensemble ; en même temps, il n'oublie pas les leçons de la microhistoire et a insisté pour que ses auteurs présentent des exemples de villages, domaines, individus qui répondent moins aux critères de représentativité statistique que de pertinence par rapport à la question traitée.

Le volume est divisé en quatre parties principales : notions et pratiques impériales, culture et identités, société, droit et économie, réformes et révolution. Le premier chapitre du même D. Lieven est magistral par sa synthèse et sa profondeur analytique : il transforme en effet l'ancien débat sur l'empire russe (expression de « retard » ou bien acteur dominant) en une analyse comparée avec les autres empires, européens et asiatiques, de l'époque. Dans le deuxième chapitre, Theodore Weeks met en évidence l'évolution des politiques tsaristes en matière de nationalités au cours des siècles et offre un résumé important des très nombreux travaux réalisés sur ces sujets au cours des vingt dernières années. Le troisième chapitre étudie la manière dont géographes, savants et élites politiques russes se sont interrogés sur l'inscription de leur pays dans le cadre « européen » ou bien « asiatique ». Il s'agit d'un chapitre passionnant d'histoire des idées qui permet de déblayer le champ de plusieurs lieux communs en offrant aux non-spécialistes une bibliographie détaillée des travaux récents sur ce sujet.

Dans la deuxième partie, L. Hughes présente en détail les réalisations artistiques et les politiques culturelles menées en Russie au XVIII^e siècle, c'est-à-dire à une période moins bien étudiée que celle du siècle suivant. Au contraire, le chapitre que Rosamund Bartlett offre sur la culture russe au XIX^e siècle et jusqu'à la révolution porte sur un domaine assez largement exploré mais qui a connu au cours de ces dernières années un renouveau profond permettant de sortir de la vision tradi-

tionnelle des grandes figures de la culture russe opposées à une masse de paysans et de bureaucrates ignorants. Les liens novateurs entre peinture, musique et littérature sont ainsi explorés. En revanche, les deux chapitres suivants sur la pensée politique en Russie sont plus décevants : ils offrent des aperçus déjà largement connus même chez les non-spécialistes de la Russie, ce qui est dû en partie au moindre intérêt envers ces sujets de la part des dernières générations d'historiens.

La troisième partie renoue avec les empires en consacrant plusieurs chapitres novateurs aux « non-Russes » ; en particulier trois chapitres passionnants, reflets de l'historiographie de ces vingt dernières années, sur les Ukrainiens et les Polonais (Timothy Snyder), les juifs (Benjamin Nathans) et l'islam (Vladimir Bobrovnikov). C'est là un des signes les plus profonds de la mutation de l'historiographie sur la Russie tsariste, à la fois de méthode et de contenu. Ces mêmes considérations sont valables pour les chapitres de la quatrième partie consacrés aux femmes (Barbara Alpern Engel, Michelle Lamarche Marrese) et à l'évolution des « ordres » d'Ancien Régime (Elise Kimerling Wirtschafter). L'évolution des dots au sein de la noblesse, mais aussi l'ouverture des « ordres » urbains, accueillant maints paysans, anciens soldats, etc., offrent une image assez nouvelle de la Russie impériale, surtout du XVIII^e et de la première moitié du XIX^e siècle.

Cette quatrième partie inclut aussi des chapitres relativement plus traditionnels, quoique d'un assez bon niveau, sur la noblesse et l'Église et sur le système bancaire russe. L'histoire de la paysannerie trouve une très bonne synthèse sous la plume de David Moon qui présente une paysannerie bien différente de celle à laquelle les non-spécialistes de la Russie sont habitués, fondée sur l'arriération de la commune paysanne et le poids des réformes, suivant le modèle d'Alexander Gerschenkron. Tout au contraire, D. Moon condense les acquis désormais stables de l'historiographie plus récente sur ce sujet et confirme la complexité et le dynamisme de l'économie paysanne russe.

Le chapitre consacré au droit, sous la plume de Jorg Berberowki, déçoit ; le droit constitue un des thèmes porteurs de l'historiographie récente, avec les nationalités et les femmes.

Même s'il présente une partie de ces acquis, l'auteur ne sort pas des images traditionnelles d'une justice « duale », celle de l'État d'une part, celle des paysans de l'autre, marquées par les problèmes de corruption, d'exclusion, etc. C'est un jugement que de très nombreux travaux récents, puisant dans les archives judiciaires plutôt que dans les perceptions de quelques intellectuels, ont largement contesté.

La cinquième et dernière partie est consacrée aux réformes et à la révolution. Il s'agit là d'un choix courageux dans la mesure où ces sujets sont nettement moins porteurs, voire même marginaux, au sein de l'historiographie récente. Il est d'ailleurs symptomatique qu'en partie du fait des auteurs impliqués et en partie du fait des sources elles-mêmes, ces chapitres n'ajoutent pas grand-chose à ce que, non seulement les spécialistes de la Russie, mais aussi tous les autres savaient déjà depuis quelques décennies. C'est peut-être là un des champs à renouveler.

Dans l'ensemble, il s'agit donc d'un volume excellent qui met en évidence un processus important au sein de l'historiographie : au moment où l'ouverture des archives a conduit la très large majorité des auteurs vers des domaines auparavant difficiles à exploiter, tels que la Russie ancienne dans ses relations avec l'Asie centrale et, surtout, l'époque soviétique dans son ensemble, l'histoire de la Russie impériale, tout en subissant une perte d'intérêt relatif, a produit des résultats importants.

Dans le troisième volume, la chronologie choisie constitue un argument en soi : contrairement aux histoires traditionnelles, elle ne commence pas en 1917 mais couvre bien le XX^e siècle. C'est là un signal important, assez cohérent avec certaines tendances récentes de l'historiographie qui nuancent la révolution de 1917 au profit soit de la « grande transformation » stalinienne des années 1930, soit du processus long de modernisation de la Russie, commencé précisément pendant les années 1890. Ronald Gregor Suny penche pour cette dernière hypothèse. De ce point de vue, ce volume adopte une démarche bien différente de celle du premier volume en conciliant découpage chronologique et thématique.

Après une introduction succincte, R. Suny offre un magnifique chapitre sur l'historio-

graphie de l'URSS couvrant tout le XX^e siècle. Des générations d'historiens, souvent tombés dans l'oubli (surtout ceux de l'entre-deux-guerres), refont surface dans un récit passionnant. Un regret majeur cependant : les auteurs sont tous anglophones, ce qui est excessif pour un chapitre qui souhaite couvrir toute la bibliographie « occidentale » du XX^e siècle.

La première partie est donc constituée de chapitres chronologiques ; celui de Mark Steinberg sur la Russie fin de siècle, de Mark Von Hagen sur la Première Guerre mondiale et, surtout, de David Shearer sur le stalinisme offrent des synthèses efficaces des événements et des débats historiographiques assez utiles pour les historiens et jeunes chercheurs. De même, les analyses que John Barber et Mark Harrison font de la Seconde Guerre mondiale, Yoram Gorlizki et Oleg Khlevniuk de Staline et des élites dirigeantes, ou encore celle d'Archie Brown sur les « années Gorbachev », si elles n'ajoutent pas grande chose aux publications importantes de ces auteurs sur ces sujets, proposent néanmoins d'utiles mises au point. En revanche, les chapitres de S. A. Smith sur la révolution, de Donald Raleigh sur la guerre civile, d'Alan Ball sur la NEP ajoutent peu à ce qu'on connaissait déjà. Ce qui confirme que, après tout, l'ouverture des archives aura apporté bien plus de nouveautés pour les périodes allant des années 1930 à nos jours que pour les années révolutionnaires.

La deuxième partie de ce troisième volume est organisée par thème. Peter Gatrell étudie l'économie et la démographie soviétiques et confirme que, si l'analyse historique de l'économie de la NEP, des années 1930 et de la Seconde Guerre mondiale, a désormais acquis un très haut niveau de précision, au contraire, les années 1960 et 1970 n'ont pas encore trouvé de véritables analyses du fonctionnement réel de l'économie soviétique. La stagnation sous Brejnev, l'insuffisance du plan, l'importance des marchés parallèles demeurent encore les arguments principaux et néanmoins peu soutenus par des analyses empiriques. Il est dès lors symptomatique que P. Gatrell, conscient de ces limites, n'avance aucune hypothèse sur les raisons des succès et de la chute de l'économie soviétique. Contrairement à toute apparence, c'est dans ce domaine que les

lieux communs dominant et que de véritables analyses historiques font encore défaut, surtout pour la seconde moitié du XX^e siècle.

Esther Kingston-Mann propose une synthèse passionnante des paysans dans l'histoire soviétique ; spécialiste de la Commune et du XIX^e siècle, l'auteur offre les meilleurs éléments dans ses analyses du tournant du siècle ; au contraire, l'étude de l'agriculture soviétique apporte finalement peu aux synthèses déjà disponibles. Le lecteur reste donc sur sa faim quant à la possibilité de concilier les deux arguments évoqués, non seulement ici, mais dans la plupart des histoires de l'agriculture soviétique, à savoir, d'une part, l'accent mis sur les méfaits de la collectivisation et les mauvaises politiques agricoles tout au long de la seconde moitié du siècle et, d'autre part, la croissance lente, mais continue, de l'agriculture et l'amélioration des consommations par tête. Les seuls lopins privés, les marchés parallèles et les importations de l'Occident semblent à eux seuls insuffisants pour expliquer ce phénomène.

De même, le chapitre que Lewis Siegelbaum consacre au travail et aux travailleurs est sans doute l'un des meilleurs du point de vue de la synthèse et du style. Il permet d'écarter des lieux communs sur le stakhanovisme, mais aussi sur le soi-disant « contrat social » entre les salariés et Brejnev (soutien ou indifférence politique contre État social). L'auteur montre bien la complexité de ces périodes et de ces phénomènes. Au lecteur attentif, ce chapitre montrera également que, finalement, le rôle des salariés et du travail en Russie, si développé avant l'ouverture des archives, aura non seulement peu bénéficié de l'ouverture de ces dernières, mais qu'il est même devenu un sujet tout à fait marginal. Comme pour l'économie de la seconde moitié du XX^e siècle, les relations de travail concrètes doivent encore dès lors s'étudier dans les archives. Le poids de la contrainte, l'identification, au-delà de l'évocation générale, des routines et des « règles informelles », reste en bonne partie à faire.

Les chapitres thématiques qui suivent expriment tous, à des degrés différents, la floraison de thématiques nouvelles que l'ouverture des archives aura rendue possible : l'histoire des femmes, des nationalités, des politiques étrangères, outre les sujets plus « classiques » de l'histoire de la culture et de la science.

Dans l'ensemble, cette histoire de la Russie aura comblé un vide important. Même si le niveau de coordination et la mise au point de la bibliographie sont quelque peu au-dessous d'autres séries et collections de cette même maison, ces trois volumes gardent dans l'ensemble un niveau assez élevé et répondent aux attentes des lecteurs. Ils permettent de faire le point sur l'histoire longue de la Russie après les bouleversements des vingt dernières années, ils offrent un point de repère incontournable et confirment l'extraordinaire intérêt scientifique (et pas seulement politique, enfin !) de l'histoire russe et soviétique pour comprendre l'histoire mondiale depuis l'expansion coloniale, en passant par la « modernisation » et en traversant tous les bouleversements du XX^e siècle.

ALESSANDRO STANZIANI

1 - Peter PERDUE, *China marches west: The Qing conquest of Central Eurasia*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.

Marie-Pierre Rey

Alexandre I^{er}

Paris, Flammarion, 2009, 593 p.

Marie-Pierre Rey n'entend pas donner une nouvelle version du *Louis XIV et vingt millions de Français* de Pierre Goubert, mais elle s'attache à cerner la personnalité complexe de ce tsar qui reste, aux yeux de la postérité, le vainqueur de Napoléon. Comme lui, il a été l'objet dès les lendemains de sa mort, entourée de mystère, d'une double légende, légende noire visant à déconsidérer l'autocrate, et légende dorée mettant en avant l'œuvre réalisée en matière diplomatique notamment. L'auteur reprend la question à nouveau frais et, grâce à une connaissance intime de la littérature consacrée au sujet, elle a pu se mettre en quête des sources susceptibles d'éclairer son personnage, puisant dans les fonds russes, mais aussi dans les archives françaises, en particulier celles du Quai d'Orsay, prolongeant même sa recherche jusque dans les archives des jésuites à Vanves et aux Archives secrètes du Vatican. Elle a aussi dépouillé les nombreux recueils de sources

publiées. Il ne manque à cet ensemble imposant que les Papiers Caulaincourt, ambassadeur de France en Russie, plus riches que les Mémoires annotés par Jean Hanoteau dans les années 1930 et fort instructifs sur les relations entre Napoléon et Alexandre au moment de l'alliance franco-russe, particulièrement au moment de l'entrevue d'Erfurt.

D'une existence très riche et complexe, trois axes forts se dégagent. Tout d'abord l'obsession de la réforme, avec au total un résultat très mitigé. Largement ouvert aux idées des Lumières, Alexandre songe dès les années 1797-1798, alors qu'il se prépare au pouvoir, à réformer le servage d'une part et les institutions d'autre part. Dès son arrivée au pouvoir, le Comité secret, formé de quelques-uns de ses intimes, réfléchit à ces questions, mais sans parvenir à des résultats tangibles. La réforme du Sénat est limitée, la création de nouveaux ministères apparaissant plus comme une réforme technique que politique. Quant à la réforme du servage, préparée par Platon Zoubov en 1801, elle est très partielle et la possibilité de rachat ne concerne au total qu'un peu plus de 47 000 serfs. De même, la Charte qu'avait fait rédiger Alexandre et qui devait annoncer aux Russes l'octroi de plusieurs libertés essentielles n'est pas édictée. Seules finalement de timides réformes en matière d'éducation et d'ouverture à la culture occidentale rendent compte de l'esprit de réforme des premières années du règne. Alexandre pourtant ne désespère pas et remet l'ouvrage sur le métier après la paix de Tilsit, confiant à Mikhaïl Speransky, dont l'œuvre fut naguère bien étudiée par Marc Raeff, le soin de lui faire des propositions en matière institutionnelle. Speransky, très francophile, ne lui propose pas moins que l'instauration d'un régime respectant la séparation des pouvoirs, avec la création d'une douma. La réforme est enterrée, seul le Conseil d'État étant conservé. Enfin, après 1815, Alexandre revient sur la question du servage, mais il se contente de libérer les serfs des États baltes, renonçant à une extension de l'abolition. À chaque fois, comme le souligne M.-P. Rey, Alexandre se heurte au fait qu'il n'a aucun relais ni soutien au sein de la noblesse, cette dernière manifestant d'autant plus son hostilité à l'abolition du servage qu'elle sort appauvrie de la guerre de 1812.

La lutte contre Napoléon est naturellement au cœur de l'ouvrage, qui a le grand mérite de présenter les relations entre la France et la Russie du point de vue russe. L'auteur montre bien que le tsar ne s'est jamais fait d'illusion à propos de Napoléon. « C'est l'un des tyrans les plus fameux que l'histoire ait produits », écrit-il à César Frédéric La Harpe, son ancien précepteur, en juillet 1803, et il songe dès l'hiver suivant à une guerre contre la France, l'émoi suscité par l'exécution du duc d'Enghien et le refroidissement diplomatique qui s'ensuit s'inscrivant dans cette volonté d'en découdre. Alexandre, prenant la tête de ses troupes, n'est pas Napoléon sur le plan militaire, mais M.-P. Rey ajoute, à juste titre, que l'armée russe manquait de tout et que ses relations avec l'armée autrichienne étaient exécrables. Il est cependant difficile d'échapper à la légende dès lors que l'on s'intéresse à l'histoire des batailles napoléoniennes, en l'occurrence Austerlitz. Ainsi l'image des milliers de soldats russes se noyant dans l'étang de Satchan, repris par le général Marbot du *Bulletin de la Grande Armée*, relève du mythe. De même, en évoquant les pertes, ne faut-il pas oublier qu'elles incluent les blessés et les prisonniers. Pour la Grande Armée, les récentes recherches de Bernard et Danielle Quintin ont établi que les morts et blessés mortellement s'établissaient à 1 537, le chiffre de 9 000 cité par l'auteur comprenant évidemment les blessés. Isolé, Alexandre n'a de cesse après Austerlitz que de reconstituer une alliance avec la Prusse, à l'origine de la campagne de 1806. Alexandre, à nouveau vaincu, accepte l'alliance française. M.-P. Rey s'attarde sur ces négociations de Tilsit en montrant avec justesse combien, malgré la réelle fascination qu'exerce Napoléon sur lui, le tsar n'est pas dupe et reste foncièrement hostile à celui qu'il continue à désigner dans sa correspondance comme « Bonaparte » ou « le Corse » (il faut souligner l'intérêt de ces lettres personnelles souvent sollicitées). Ensuite, le tsar ne cesse de tergiverser, acceptant le principe d'une expédition en Inde, mais sans s'y engager, se rendant à Erfurt, mais sans rien promettre, temporisant l'année suivante lors de la campagne contre l'Autriche, refusant enfin toute idée de mariage de l'une de ses sœurs avec Napoléon. Sans s'attarder longuement sur la campagne de 1812, objet de mil-

liers d'ouvrages et d'articles, l'auteur s'attache surtout à comprendre la psychologie du tsar à cet instant, à montrer aussi son implication dans un conflit qui, du côté russe, mobilise toutes les énergies. Alexandre a compris la force de la propagande et transforme ce duel en une guerre idéologique. La traque de Napoléon devient une obsession. Pourtant on est surpris que face au carnage que représente cette guerre, Alexandre ne réagisse pas, sinon par le silence, le recueillement (de ce moment date son retour à la foi) et par le refus de toute commémoration nationale.

Enfin Alexandre, piètre guerrier, déploie en revanche une activité diplomatique hors pair qui l'aura vu sillonner l'Europe, de Berlin à Paris, en passant par Londres et Vienne, avant de se rendre dans toutes les villes de congrès consécutifs à la paix de 1815. Profondément attaché à la paix dès 1801, il n'a de cesse ensuite de faire respecter une forme de sécurité collective en Europe, fondée sur l'équilibre des puissances, ce qui ne l'empêche pas de poursuivre l'extension de l'empire russe. Il développe un plan audacieux, présenté à William Pitt dès 1805, qui entend fonder le nouveau système européen sur le libéralisme et le principe des nationalités. Ce plan est à l'origine du projet de Sainte-Alliance, souvent dénaturé, parce qu'amendé par le comte de Metternich, mais qui visait en fait à allier libéralisme, constitutionnalisme et religion chrétienne. De même, dans les premiers congrès de l'après 1815, il s'oppose à une intervention militaire systématique, préférant la médiation. Mais il vit de plus en plus isolé à partir de 1820, laissant les affaires entre les mains d'Alekseï Araktcheïev. Le livre s'achève par une enquête palpitante jusque dans les Archives vaticanes. Devenu très mystique, Alexandre confie en effet au général Michaud la mission d'aller voir le pape pour lui proposer la réunion des Églises catholique et orthodoxe. M.-P. Rey conclut au caractère hautement probable d'une démarche restée sans suite du fait de la mort d'Alexandre.

Cette biographie conduite avec talent propose une mise au point de premier plan sur un des acteurs majeurs des relations internationales du premier quart du XIX^e siècle.

Stella Gervas

Réinventer la tradition, Alexandre Stourdza et l'Europe de la Sainte-Alliance
Paris, Honoré Champion, 2008, 620 p.

Version remaniée d'une thèse, l'ouvrage retrace la vie et l'œuvre d'Alexandre Stourdza (1791-1854) et, à travers cette biographie fondée sur des archives inédites, il livre un passionnant éclairage sur les interrogations spirituelles autant que philosophiques et politiques qui agitent les milieux intellectuels orthodoxes en Europe dans la première moitié du XIX^e siècle.

Essentiellement connu des historiens pour avoir été le conseiller d'Alexandre I^{er} et celui qui aida le tsar à mettre au point le texte de la Sainte-Alliance que l'empereur de Russie réussit à imposer en septembre 1825 aux souverains prussien et autrichien, Stourdza a été jusque-là négligé par l'historiographie alors même que, et l'ouvrage de Stella Gervas en fait la convaincante démonstration, son œuvre philosophique et religieuse constituait une référence pour ses contemporains.

La première partie de l'ouvrage retrace les grandes lignes de sa vie. Né à Jassy, capitale de la principauté de Moldavie, d'un père moldave et d'une mère grecque phanariote, Stourdza subit dès son enfance des influences diverses voire contradictoires : sa mère l'élève dans le culte de la langue grecque et le goût pour la culture néo-hellénique ; son père lui inculque un vif intérêt pour la cause nationale roumaine. En 1792, la paix de Jassy pousse la famille à quitter la Moldavie pour s'installer dans l'empire russe, d'abord à Moghilev puis à Saint-Pétersbourg en 1802. Sa sœur Roxandre, plus connue sous le nom de comtesse Edling, introduit son jeune frère à la cour et, en 1809, le jeune homme, brillant polyglotte, entre comme actuaire au ministère des Affaires étrangères. Lecteur précoce, passionné de philosophie, Stourdza fréquente les salons de la capitale et, en 1811-1812, il écrit un ouvrage intitulé *Essai sur les lois fondamentales de la société et les institutions humaines* qui se veut une réinterprétation de *L'Esprit des lois* « selon des vues imprégnées de philosophie chrétienne » (p. 43). Dans le même temps, sa carrière diplomatique progresse : en 1812, l'intégration de la Moldavie orientale (devenue Bessarabie) dans

l'empire russe l'y amène en mission ; il rédigera plusieurs rapports sur l'état politique et économique de la région et se montrera un partisan résolu de son autonomie, qui sera mise en place par Alexandre I^{er} puis abolie par Nicolas I^{er} en 1828. Mais c'est à partir de 1815 qu'il acquiert un rôle diplomatique de premier plan : durant le congrès de Vienne, attaché à l'ambassade russe de la capitale autrichienne, il devient secrétaire du ministre Capo d'Istria tout en jouant le rôle de « conseiller idéologique » d'Alexandre I^{er} qu'il assiste dans la rédaction de la Sainte-Alliance. Au fil des années suivantes, il perfectionne sa pensée politico-religieuse en se faisant l'apôtre engagé d'un syncrétisme religieux mais, avec ses *Considérations sur la doctrine et l'esprit de l'Église orthodoxe* (1816), le syncrétisme fait place à une exaltation de la foi orthodoxe. Désormais, Stourdza devient le champion convaincu des causes grecque et roumaine qu'il tente de plaider auprès du tsar. Cependant, il ne parvient pas à convaincre ce dernier du bien-fondé de ces causes : à partir de 1821, Alexandre I^{er} choisit par légitimisme de ne pas soutenir l'insurrection grecque et Stourdza tombe alors en disgrâce. Retiré à Odessa, il se réfugie dans l'écriture et s'attelle à la grande œuvre intellectuelle de sa vie, à savoir l'approfondissement et la vulgarisation de la philosophie religieuse et de la mystique orthodoxes qu'il s'agit pour lui d'opposer efficacement à l'esprit des Lumières et au rayonnement croissant de la pensée laïque occidentale.

Ce cadre biographique posé, S. Gervas en vient ensuite à l'étude approfondie de la pensée politico-religieuse de celui qu'elle qualifie dans une jolie formule d'« humaniste oriental face aux Lumières » (p. 106). Elle montre que Stourdza se familiarise très tôt, dès son adolescence, alors qu'il n'est pas encore entré dans la carrière diplomatique, avec la pensée humaniste néo-hellénique d'Eugène Vulgaris et les grands textes de la tradition spirituelle orthodoxe. Certes, à la même période, il découvre les philosophes des Lumières et se montre intéressé par l'idée de modernité qui se dégage de leurs écrits mais sa pensée, profondément religieuse, s'accommode mal de la laïcité que ces derniers revendiquent. D'où son *Essai* qui, dirigé contre *L'Esprit des lois* de Montesquieu,

réaffirme le primat de la « loi révélée » sur la loi établie par les hommes, et sa dénonciation acharnée de « l'esprit du mal » qu'il voit à l'œuvre dans la Révolution française et les guerres de l'Empire napoléonien. Dans les années qui suivent, sa pensée évolue : par opportunisme plus que par conviction, il multiplie écrits et libelles au service de la Sainte-Alliance voulue par le tsar puis, à l'instar d'Alexandre I^{er} lui-même, glisse vers le mysticisme. Influencé par la pensée théosophique de Franz von Baader, et dans une moindre mesure par celle de Johann Heinrich Jung-Stilling et de M^{me} de Krüdener, il perçoit alors le mysticisme comme une arme potentiellement efficace contre le rationalisme et un moyen d'approcher Dieu dans le secret de la vie intérieure. Mais son approche n'est pas devenue œcuménique pour autant : ses *Considérations*, qui lui valent une virulente polémique avec Joseph de Maistre, constituent en effet un féroce pamphlet contre l'Église catholique et son prosélytisme autant qu'un plaidoyer en faveur de l'Église orthodoxe russe. Pour lui, cette dernière est seule héritière de l'Église primitive et « dépositaire des traditions et des lumières empruntées à l'Église grecque d'Orient ». Son attachement profond à la foi orthodoxe l'amène peu à peu à mettre en avant et à revendiquer le concept de « monde orthodoxe » ; à ses yeux, le monde orthodoxe, initialement défini comme un espace religieux centré sur la Russie, sera amené à s'étendre en direction de l'empire ottoman. D'où son engagement au service de la cause de l'indépendance grecque et, sur le plan spirituel, ses publications d'ouvrages théologiques et religieux et ses traductions en russe, en français, en grec ou en roumain de textes sacrés : il s'agit pour lui de faire connaître jusqu'en Occident les pratiques du christianisme oriental.

Mais si Stourdza se fait ainsi le propagateur d'une spiritualité orthodoxe qu'il veut approfondir, moderniser et rendre accessible au plus grand nombre, il le fait moins au service d'un État, la Russie impériale, qu'au service d'une tradition dans laquelle il continue de voir l'assise de la société et le fondement de toute politique. Au-delà des évolutions que sa pensée a pu connaître, Stourdza est bien resté, sa vie durant, un penseur de la tradition orthodoxe

qu'il s'agissait de réinventer pour mieux résister face à l'Occident laïc. Toutefois, dès le milieu du XIX^e siècle, ses thèses qui fondent l'identité sur le facteur religieux plutôt que sur le facteur national et son appel à au « monde orthodoxe » plutôt qu'au « monde slave » appartiennent déjà au passé. D'où l'oubli dans lequel il est rapidement tombé et, *a contrario*, l'intérêt majeur de cette biographie.

MARIE-PIERRE REY

Richard Stites

Serfdom, society and the arts in imperial Russia: The pleasure and the power

New Haven, Yale University Press, 2005, XIII-586 p.

Le dernier et en tous points magistral livre de Richard Stites est très inhabituel dans le paysage historiographique russe. Sa première vertu est de désenclaver les arts russes du ghetto traditionnel dans lequel ils étaient le plus souvent enfermés. Son objet est une étude des arts en Russie – musique, arts du spectacle et peinture – depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'avant l'abolition du servage en 1861. Le titre, longuement explicité au cours d'une importante introduction, indique en lui-même l'originalité de l'ouvrage. Ces arts sont considérés non pas isolément les uns des autres ni à travers leurs personnalités les plus éminentes, comme c'est généralement le cas, mais pris dans leur ensemble, aussi bien dans leurs manifestations les plus obscures et provinciales qu'à Saint-Petersbourg et à Moscou. Ce désenclavement de l'histoire des arts russes est obtenu grâce à l'angle choisi par R. Stites : son histoire est une histoire culturelle dans le sens le plus large et le plus moderne du mot, dans laquelle il s'efforce de prendre en compte tous les aspects sociaux des pratiques artistiques de l'époque étudiée.

C'est ici qu'intervient le servage. Depuis la fin du XIX^e siècle, il est d'usage chez les historiens russes d'évoquer ce qu'on a appelé « l'intelligentsia servile » (*krepostnaja intelligencija*), terme assez inadéquat désignant un phénomène à peu près unique dans l'histoire moderne et contemporaine, qui faisait penser

au monde romain antique. Il s'agissait d'artistes serfs, sélectionnés pour leurs talents et, s'il s'agissait de femmes dans les arts du spectacle, leur beauté, qui étaient formés dans un métier artistique, puis servaient à meubler les loisirs de leurs maîtres. Seuls les deux ou trois mille propriétaires des grands domaines, dont la richesse était évaluée en nombre de têtes masculines (soit plusieurs centaines et jusqu'à des dizaines de milliers chez les plus riches), pouvaient se permettre ce luxe qui, depuis le règne de Catherine II, devint un véritable engouement : les grands seigneurs s'offraient des orchestres – y compris, objet d'étonnement des voyageurs étrangers qui y voyaient un symbole de l'esclavage russe, les fameux orchestres de cors dont chaque instrument ne produisait qu'une seule note –, des troupes de ballet ou de théâtre, des peintres portraitistes. Certains serfs réussissaient dans leur art au point d'être affranchis, rachetés, récupérés, notamment par les théâtres impériaux qui furent ouverts à la même époque.

R. Stites inscrit cet engouement des hobereaux, objet d'une véritable émulation, dans ses multiples contextes. Nous en citerons deux complémentaires. En premier lieu, l'expansion en Russie de ce qu'on a appelé la « culture des domaines » (*usadbnaja kul'tura*) : les magnats russes recréaient à l'échelle de leurs domaines des pratiques assimilées à la Cour, se dotant de résidences construites sur le modèle palladien, avec parcs, bibliothèques, théâtres et orchestres. Le domaine, auquel son maître invitait les représentants des élites locales et des relations plus lointaines, devenait dès lors le centre d'une vie socio-culturelle locale et le seigneur un propagateur de culture, *Kulturträger*, de telle sorte que Molière ou Voltaire pouvait atteindre des coins reculés de la Volga. En second lieu, la diffusion des pratiques artistiques à l'échelle de la noblesse haute et moyenne, en particulier du spectacle. Le théâtre fut formellement autorisé en 1750 par un décret de l'impératrice Élisabeth et devint pour la noblesse russe plus qu'un amusement.

Introduit principalement par la pratique du théâtre scolaire au Corps des cadets de Saint-Petersbourg depuis les années 1730-1740, et dont R. Stites aurait peut-être pu mieux mar-

quer les origines jésuites, ce théâtre fut une école de maintien, de gestuelle, de savoir-vivre depuis le milieu du XVIII^e siècle, et la jeunesse nobiliaire s'y adonna avec beaucoup de passion. Ainsi l'amateurisme, surtout dans les arts du spectacle et en musique, faisait-il pendant aux arts serviles pour caractériser cet âge pré-professionnel des arts, lesquels étaient presque entièrement marqués par leurs origines nobiliaires aussi bien sur le plan de leur production que sur le plan de leur public. Un exemple, parmi cent cités par R. Stites, peut aider à comprendre ce cheminement original. Un hobereau, gouverneur corrompu de la province de Saratov, Alexandre Pantchoulidzev, se dota, entre autres, d'une troupe de théâtre servile qui fut la première dans sa ville et dont l'élite urbaine fit son habitude. Sous Nicolas I^{er}, par suite de la visite d'un *revizor*, le gouverneur fut démis pour prévarication, mais le Trésor impérial dut désormais entretenir ce théâtre à ses frais pour ne pas faillir à l'image civilisatrice et au prestige de la monarchie.

Dans son ouvrage, R. Stites étudie tous les aspects, y compris économiques, de cette histoire, depuis les prix et les firmes des pianos qui se répandent massivement dans les familles nobles de Russie jusqu'au prix du marché des serfs qualifiés. Pour mener son enquête, il fait appel à un très grand nombre de sources, archivistiques ou publiées, officielles et privées, qu'il a mobilisées non pas pour les exploiter comme des corpus, mais pour répondre aux questions – difficiles et essentielles – qu'il pose. Ces questions, nous en citerons trois qui nous paraissent particulièrement importantes.

La première est la relation entre les « capitales » – Saint-Petersbourg et Moscou – et la province. R. Stites s'inscrit dans un courant d'étude des provinces qui progresse aussi bien en Russie que dans le monde occidental. Sa force est d'avoir embrassé ensemble les deux points de vue, ce qui était évidemment nécessaire ne serait-ce que parce que la haute et souvent moyenne noblesse elle-même était prise dans des mouvements circulatoires entre les capitales et leurs domaines.

Le second couple d'opposition est l'antonomie liberté/non-liberté, problématique traditionnelle dans l'historiographie russe, mais

qui est approchée ici sous un angle original, dépassionné et très éclairant. Si le servage en était l'expression la plus voyante et la plus lourde, le cloisonnement des catégories sociales, l'empilement des statuts juridiques et les enclavements géographiques imprégnaient à des degrés divers l'ensemble des sociétés de l'empire et semblaient, *a priori*, antinomiques de la pratique des arts. L'Académie des beaux-arts, ouverte en 1758, interdisait son accès aux serfs, car leur statut de non libres était contradictoire, selon les termes mêmes de son créateur Ivan Chouvalov, à l'exercice des arts libéraux (*svobodnye iskusstva*). Cette expression même, appliquée en Russie aux beaux-arts, paraissait chargée d'un poids sémantique et émotionnel bien plus grand que ne l'était son prototype latin, comme si ces arts, aussi bien dans leur création que dans leur consommation, ouvraient un espace socialement ouvert et individuellement libre. Or R. Stites décrit avec beaucoup de rigueur et de finesse, en s'aidant en particulier des mémoires laissés par certains acteurs, les fortes tensions mais aussi la difficile coexistence entre d'un côté le modèle idéal de liberté créatrice et sociale, et de l'autre côté les réalités du servage.

La troisième opposition met aux prises l'espace public, que R. Stites rattache explicitement au modèle habermasien, et l'espace privé. Reprenant avec beaucoup de bonheur l'idée, inventée par Elise Wirtschafter pour le cas russe, de *civic society*¹, R. Stites s'emploie à cerner ces espaces mouvants et peu documentés que furent les salons, qui constituèrent autant de formes de sociabilité – de la fréquentation d'une collection de peintures particulières au concert de piano – développées autour des pratiques artistiques. Modèle élastique et flou par sa nature même, il nous aide à comprendre en profondeur les sources sociales des arts russes.

L'ouvrage de R. Stites est écrit dans une langue pleine de saveur, parfois d'humour, et il réussit à combiner deux formes de narration historique qui s'excluent malheureusement trop souvent dans l'historiographie de la Russie : l'analyse des grandes formations sociales et le récit individuel qui peut aller jusqu'à la biographie et l'anecdote, qui, même si son authenticité peut être mise en doute, est révélatrice

des modèles culturels dont elle est porteuse. Toutes ces qualités font de ce beau livre un modèle de méthode et d'écriture historiques.

WLADIMIR BERELOWITCH

1 - Elise Kimerling WIRTSCHAFTER, *The play of ideas in Russian Enlightenment theater*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2003.

Elena Gretchanaia et Catherine Viollet (éd.)

Si tu lis jamais ce journal... Diaristes russes francophones, 1780-1854
Paris, CNRS Éditions, 2008, 350 p.

Né du regard croisé d'une spécialiste française des manuscrits autobiographiques et d'une historienne de la littérature sur un corpus jusqu'alors totalement négligé, l'ouvrage est d'abord l'histoire d'une découverte, celle d'un gisement de plusieurs dizaines de journaux personnels en français dans les archives littéraires de la Russian State Archive of Literature and Art (RGALI). La présence de ces écrits dans des collections russes ne résulte pas d'une anomalie archivistique mais de l'usage du français par la noblesse, plus précisément constitué « en langue des femmes » à la fin du XVIII^e siècle. Aussi, est-ce en français que la majorité des journaux personnels sont alors tenus et c'est à partir de ce corpus que les deux chercheuses dressent pour la première fois une histoire du genre en Russie par ce qui est d'abord une anthologie de quinze textes de femmes aristocrates russes, soigneusement retranscrits et introduits par des éléments biographiques sur les auteures.

Si Elena Gretchanaia et Catherine Viollet s'inscrivent dans l'entreprise d'enquête et de problématisation de l'histoire des femmes en Russie (à la suite des travaux publiés par Natalia Pushkareva¹), leur enquête participe, à nos yeux, d'une autre entreprise, qui donne à voir en creux une histoire du sujet, celle des écritures de soi dans le monde russe. Initiée en ce qui concerne la période stalinienne par Véronique Garros, Natalia Korenevskaya et Thomas Lahusen dès 1997², poursuivie par Brigitte Studer, Berthold Unfried et Irène

Herrmann en 2002³, E. Gretchanaia et C. Viollet livrent un chapitre précédent de cette histoire des subjectivités dans le monde russe. Dans cette histoire des pratiques diaristiques des élites, les « Remarques sur les événements de ma vie » de Natalia Golitsyna, écrit entre 1781 et 1783, constitue un des premiers événements. Débutant sur un récit rétrospectif, le texte se transforme rapidement en journal quasi quotidien. Succèdent à ce premier texte de nombreux autres récits, à commencer par des journaux de voyage. Institution dans l'institution, le voyage en Europe est un rituel quasi obligé de la jeune noblesse russe. C'est l'occasion d'expérimenter des modes collectifs d'écriture, des usages de la marge inédits et, plus généralement, d'écrire un « livre » unique de son périple (bien des manuscrits imitent la matérialité du livre imprimé). On découvre aussi des journaux parallèles voire multiples qui sont comme autant de voix d'une même partition. À travers cette écriture kaléidoscopique, quelque chose de la représentation d'un monde, d'un réseau de sociabilité et de lieux spécifiques se dit. Il faudrait également évoquer les journaux qualifiés par les auteurs de « relationnels », qui ont souvent la forme de l'épistolaire; citons par exemple le journal d'Elisaveta Chakhouskaia, longue adresse à son bien-aimé Valentin.

On regrettera que les auteurs ne problématissent pas plus cette valorisation limitée de l'écriture de soi au cours de la période; c'est d'autant plus dommage qu'on ne peut que souligner l'importance d'un tel travail pour appréhender non plus seulement le mode de vie de l'aristocratie russe, mais la manière dont les sujets se construisent dans ce système de contraintes et de représentation qu'est le journal.

PHILIPPE ARTIÈRES

1 - Natalia PUSHKAREVA, *Women in Russian history: From the tenth to the twentieth century*, trad. par E. Levin, Londres, Sharpe, 1997.

2 - Voir Véronique GARROS, Natalia KORENEVSKAYA et Thomas LAHUSEN (éd.), *Intimacy and terror: Soviet diaries of the 1930's*, New York, New Press, 1997, et Véronique GARROS, « Œil microscope et œil télescope. L'historiographie de l'URSS au miroir des journaux personnels », *Genesis. Manuscrits, recherche, invention*, 16, 2001, p. 209-214.

3 - Voir Brigitte STUDER, Berthold UNFRIED et Irène HERRMANN (éd.), *Parler de soi sous Staline. La construction identitaire dans le communisme des années trente*, Paris, Éd. de la MSH, 2002.

Georges Nivat (dir.)

Les sites de la mémoire russe. 1, Géographie de la mémoire russe

Paris, Fayard, 2007, 849 p.

Georges Nivat ouvre avec ce premier tome d'une trilogie annoncée le passionnant chantier d'un « recensement de la mémoire » russe. Le maître d'œuvre du projet explicite dans sa préface sa dette à l'égard de Pierre Nora, dont *Les lieux de mémoire* avaient partiellement été traduits en russe dès 1999¹. Il s'agit bien, à nouveau, de questionner la tension entre l'histoire, l'identité nationale et la mémoire vécue ou construite. Consacrées au « territoire mémoriel », les 63 contributions puisent dans la partie la plus concrète du programme de P. Nora en s'attachant à la topographie, aux monuments et aux objets, aux institutions, avec une incursion dans la temporalité liturgique. Récits, mythes, commémorations et emblèmes sont annoncés pour les volumes suivants. Quatorze chapitres emportent le lecteur dans un parcours qui mène vers la ville, la mémoire païenne, le musée, la Sibérie, la mémoire des armées et celle de la noblesse, les jardins et nécropoles, les lieux de culte, le cycle liturgique, les écoles de l'Église, les lieux d'enseignement, les bibliothèques, les théâtres, et enfin la Russie de l'étranger.

Récusant le qualificatif de « livre d'histoire », G. Nivat se positionne dans une approche plus structurale: « ce livre tente de déchiffrer les invariants parfois contradictoires qui font la culture russe au sens large du mot, c'est-à-dire la mémoire russe, consciente ou pas » (p. 18). De fait, il s'agit d'abord, pour cet ouvrage pionnier, de considérer le terme de « site » au sens propre et d'établir ce qui fait le terreau, l'humus de la mémoire, c'est-à-dire de raconter les lieux et les paysages d'une « culture » qui, pour des auteurs en grande majorité russes, demeure intimement liée à la littérature, à l'art, à la spiritualité et à l'enseignement. Sont ainsi écartés les lieux de

l'économie, de la culture et des sociabilités populaires, mais aussi les espaces naturels tels que la forêt ou la steppe. Retenu pour les villes, les musées, l'université ou encore les bibliothèques, le principe d'un article général établissant le continuum narratif depuis le Moyen Âge ou les réformes de Pierre le Grand, suivi d'études de cas, s'avère bien utile, du fait même de l'absence de synthèses déjà disponibles en français. Attachés à offrir des informations précises, la plupart des auteurs s'efforcent également de rechercher la charge symbolique, voire mythique ou mystique des lieux étudiés, en s'appuyant sur l'usage massif de sources littéraires. Les pratiques sociales ne sont pas pour autant absentes. L'étude de lieux si caractéristiques de la Russie que sont les musées littéraires, les maisons d'écrivains, ou la gentilhomnière (*oussadba*) avec ses jardins et sa sociabilité festive et intellectuelle, éclaire ainsi d'un jour nouveau le schème historiographique classique d'une identité construite entre Europe et Asie, entre affirmation nationale russe et appropriation de l'Occident.

La construction de l'espace russe est approchée à travers différentes focales, de la vaste région sibérienne jusqu'à la tasse de porcelaine décorée de scènes historiques, en passant par le monastère ou le cimetière. Si le rapport centre/périphérie s'avère bien différent de celui qui s'établissait en France, un point de comparaison s'impose dans la conception même de l'espace national, entre ces *Sites de la mémoire russe* et l'entreprise éditoriale dirigée par P. Nora. Lucette Valensi soulignait déjà dans la note critique qu'elle consacrait aux *Lieux de mémoire* l'absence de questionnement de l'espace colonial, mais aussi du modèle culturel français exporté hors des frontières². De même, on ne trouvera pas dans cet ouvrage d'approche de la géographie impériale de la Russie (à l'exception de la Sibérie), ni de prise en compte des cultures des populations non orthodoxes du cœur de l'empire, tandis que l'émigration post-révolutionnaire est surtout abordée dans sa dimension conservatoire et nostalgique. On peut suivre G. Nivat lorsqu'il souligne l'importance de la langue russe et de la notion de « terre russe » dans l'imaginaire national, mais cette orientation dit incontestablement aussi beaucoup sur le bilan d'une

historiographie qui peine encore à imposer une distance critique par rapport au récit national, plus encore à embrasser dans cette même approche critique passé russe et passé soviétique.

G. Nivat rappelle dans sa préface le caractère mouvant et fragile d'un passé russe marqué par les ruptures, les destructions, les violences, les migrations volontaires ou forcées, et met en garde contre le péril de l'idéologisation. Celui-ci n'est pas toujours évité par des contributeurs qui s'appuient bien souvent sur une légitimité implicite du passé russe pré-révolutionnaire, opposé à une période soviétique rapidement évoquée dans sa dimension destructrice et manipulatrice, la fin du XX^e siècle devenant alors un moment de restauration. *A contrario*, nombre d'articles montrent tout l'intérêt d'une réflexion sur la sédimentation et la construction de la mémoire, notamment lorsqu'il s'agit de retracer la mobilisation de l'histoire par les élites impériales puis par un régime communiste si vigilant sur la pédagogie du passé, et enfin lorsque l'analyse intègre les appropriations fragmentées, conflictuelles, parfois ironiques de la mémoire soviétique. Ainsi peut-on saisir les arrangements sélectifs avec le passé russe dans les politiques muséologiques soviétiques, puis l'injonction faite aux musées post-soviétiques de combler un déficit de « mémoire culturelle » pour ressouder le sentiment national. Ainsi en est-il de l'usage des « lieux pouchkiniens » et du musée Dostoïevski par les dissidents des années 1960 et 1970.

La question du cycle des mémoires familiales violentées par l'histoire est posée par l'étude de la pérennité de la toponymie et des signes soviétiques dans l'espace urbain sibérien, chez des populations qui, dans leur écrasante majorité, n'ont pas d'autre mémoire vécue que celle de la période soviétique. Elle se lit aussi dans l'étonnante circulation de la vaisselle en porcelaine, vendue après 1917 par des familles soucieuses de faire place nette du décor tsariste, éliminée dans l'élan de la Perestroïka dans sa version soviétique, le tout étant collectionné dix années plus tard par les nouveaux riches russes qui recréent ainsi une mémoire familiale fictive, syncrétique des périodes impériale et stalinienne.

L. Valensi soulignait combien la mémoire nationale contemporaine se constitue en objet politique : gageons que la suite attendue de ces *Sites de la mémoire russe*, qui fera place à la construction du récit national et au phénomène de l'oubli, approchera plus directement une réflexion sur les politiques mémorielles, encore en filigrane dans ce premier volume.

SOPHIE CŒURÉ

1 - Pierre NORA (dir.), *Frantsia-Pamiat'*, trad. par D. Khapaeva, Saint-Petersbourg, Presses de l'université de Saint-Petersbourg, 1999.

2 - Lucette VALENSI, « Histoire nationale, histoire monumentale. *Les Lieux de mémoire* (note critique) », *Annales*, 50-6, 1995, p. 1271-1277.

Serhii Plokyh

The origins of the Slavic nations: Premodern identities in Russia, Ukraine, and Belarus
Cambridge, Cambridge University Press,
2006, XIX-379 p.

Lié par sa formation à l'école historique de Dnipropetrovs'k, connue pour sa tradition de critique des sources, Serhii Plokyh est l'auteur de sept ouvrages, publiés en ukrainien, en russe et en anglais. Parmi eux, il faut surtout mentionner l'étude du rôle de la religion dans la société ukrainienne au commencement des temps modernes, qui met l'accent sur le mouvement de Bohdan Xmel'nytskyj. L'avant-dernier livre de S. Plokyh est consacré à Myxajlo Hruševs'kyj, un des pères-fondateurs de l'historiographie ukrainienne¹.

C'est notamment Hruševs'kyj qui, en 1904, avança une thèse hérétique mettant en cause le lien de succession réunissant la Rus' de Kiev avec la Moscovie et l'empire russe, thèse dont l'existence fut affirmée par l'historiographie russe. Selon Hruševs'kyj, l'Ukraine est l'« héritière » légitime de la Rus' de Kiev, tandis que la Russie (alias la Moscovie) doit se référer à l'histoire de la colonisation slave du Nord-Est de l'Europe orientale. À la place de cette thèse, bannie pendant la période soviétique, l'historiographie soviétique proposa la vision d'une « nationalité vieux-russe (*drevnerusskaja narodnost'*) », d'un berceau commun aux trois nations slaves

(ukrainienne, biélorusse et russe). Cette vision fut mise en cause pendant les deux dernières décennies par les historiens ukrainiens et biélorusses, qui préfèrent parfois faire remonter les racines des identités nationales modernes aux principautés russes médiévales, ou même aux tribus slaves unifiées dans la Rus' de Kiev.

Ce dernier grand débat constitue le sujet principal de cette étude. S. Plokyh se pose pour but de « déconstruire le récit actuel de l'histoire de l'Europe de l'Est, basé sur la 'nation', ce qui doit donner un nouveau contour au développement des identités des Slaves de l'Est et préparer le terrain à la re-conceptualisation de l'histoire pré-moderne de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie » (p. 9). Au sein de cette déconstruction, une grande place est réservée au discours historique russe « basé sur la nation », que S. Plokyh estime dominant, si l'on exclut le hiatus des années 1920. L'auteur se réfère ici à la discussion entre les « primordialistes », affirmant l'existence éternelle des nations, les « modernistes » et les « révisionnistes ». Il se situe du côté des « modernistes », en « souscrivant » en même temps à la critique de ces derniers proposée par les « révisionnistes », cherchant « les origines de la nationalité à l'époque pré-moderne ou signalant les origines ethniques des nations modernes » (p. 3). Pour traiter de ces origines, S. Plokyh préfère parler d'identités « proto-nationales » ou « ethno-nationales » (p. 3-4 et 105).

Selon lui, dans le cas de la Rus' de Kiev, substituer simplement trois nations à une « nationalité » (c'est-à-dire la fameuse « nationalité vieux-russe ») ne résout pas le problème (p. 48). S. Plokyh examine plusieurs connotations du terme « Rus' » qui, au sens étroit, désignait le triangle entre Kiev, Černihiv et Perejaslav' (la « Terre Russe » des chroniques médiévales). Selon S. Plokyh, l'élargissement de ce terme à l'ensemble des principautés russes est dû à l'invasion des Mongols, qui causa la dévastation de l'ancien centre et provoqua la *translatio* du concept de « Terre Russe » vers les nouveaux centres politiques (p. 67-68). En même temps, l'auteur souligne la volonté du patriarcat de Constantinople de maintenir l'unité de la chaire métropolitaine « de Rus' », et, par conséquent, l'importance

de la titulature du métropolit (« métropolit de toute la Rus' » : « *vsēja Rusi* ») qui influencera à l'avenir la titulature princière et tsarienne (p. 43 et 104).

En ce qui concerne l'identité russe (« moscovite »), l'auteur souligne le rôle des Mongols et propose d'« étendre » l'argumentation des historiens de l'école « eurasienne » « à la sphère de l'identité ethno-nationale » (p. 157)². Il rappelle que ce sont les territoires dépendant de la Horde d'Or qui sont devenus le berceau de la future Moscovie. Le deuxième facteur de la formation de l'identité moscovite est confessionnel : en rejetant l'Union de Florence, Moscou resta pour un certain temps isolé au sein du monde orthodoxe (et aussi des Slaves de l'Est vivant dans le grand-duché de Lituanie).

L'auteur rejoint l'opinion des historiens qui attribuent un rôle particulier au grand-duché de Lituanie dans la formation des identités ukrainienne et biélorusse. Selon eux, l'identité des Slaves de l'Est à l'intérieur du Duché était d'abord « politique », liée aux privilèges et institutions des anciennes principautés et des villes, mais elle est devenue au fil du temps de plus en plus « religieuse », se référant par exemple au statut différent des nobles catholiques et orthodoxes. On peut comprendre l'auteur dans le sens où il s'agissait d'abord d'une identité « régionale », commune aux Ukrainiens et aux Biélorusses. Le tournant important dans la différenciation des deux futures identités est l'Union de Lublin (1569), qui entraîna la redistribution des territoires peuplés par les Slaves de l'Est entre le grand-duché de Lituanie et la Pologne. Les territoires ukrainiens furent ainsi réunis au sein du royaume polonais, tandis que le grand-duché devenait le berceau de l'identité biélorusse (p. 115).

L'auteur poursuit sa recherche sur la formation de l'identité russe (« moscovite »), en rappelant plusieurs « mythes » de l'idéologie politique moscovite (l'héritage de Kiev, le « Joug mongol », etc.). Le tournant est situé à l'époque de Pierre le Grand. Selon S. Plokhy, c'est à cette époque, sous l'influence des *literati* ukrainiens, que s'est effectué un changement du discours politique où la religion et la dynastie furent remplacées par des catégories quasi nationales. Ici, l'auteur donne une très

bonne leçon aux historiens de l'époque de Pierre le Grand, qui semblent omettre cette nouvelle conscience de soi, typique d'une *birth of nation*. Aux arguments de l'auteur, on peut en rajouter un : c'est à partir de l'époque de Pierre le Grand que les Russes demandent qu'on les appelle « Russes », en refusant leur ancien nom (« Moscovites »), utilisé par les Occidentaux et qu'ils jugent péjoratif.

Dans l'ensemble, le livre de S. Plokhy apporte une contribution importante à la recherche et s'appuie sur une érudition impressionnante et une solide réflexion théorique. Il est toutefois possible de faire quelques remarques.

Premièrement, en reconstruisant le discours ukrainien sur la « nation » du XVII^e siècle, S. Plokhy traduit le *narod* ukrainien par la *nation* anglaise. Si l'on tient compte de la présence du latin (*natio*) dans le discours politique ukrainien, on ne peut rien opposer à une telle traduction qui sert en même temps à l'interprétation. Mais l'auteur refuse au même mot vieux-russe (*narod*) la même connotation, en affirmant qu'il signifiait seulement « a number of people » (p. 217). Une consultation du *Dictionnaire de la langue russe aux XI^e-XVII^e siècles* permet de trouver pourtant un cas où la *nacya* polonaise a été traduite par *narod*, ainsi qu'au moins un cas où ce mot fut utilisé dans un contexte proto-national (notamment chez l'archiprêtre Avvakum et ses co-auteurs)³. Cependant, cette remarque ne change pas la donne, parce qu'il est clair que le discours ukrainien sur la nation était beaucoup plus développé et moderne que le moscovite, ce qui pouvait constituer un certain défi pour les gouvernants moscovites.

La deuxième remarque porte sur la déconstruction du récit historiographique russe entreprise par l'auteur. Il semble que S. Plokhy surestime l'homogénéité de ce discours et sous-estime la tendance alternative qui préférerait écrire l'histoire de la Russie médiévale, non du point de vue de Moscou, mais dans la perspective des perdants de la « centralisation ». Par exemple, l'étude de Jakov Luria sur les chroniques russes, qui appartient à cette tendance, n'a pas été citée par S. Plokhy qui pouvait y puiser des arguments en faveur de ses thèses.

1 - Serhii PLOKHY, *The Cossacks and religion in early modern Ukraine*, Oxford, Oxford University Press, 2001, et *Unmaking Imperial Russia: Mykhailo Hrushevsky and the writing of Ukrainian history*, Toronto, University of Toronto Press, 2005.

2 - Voir notamment Marlène LARUELLE, *L'idéologie eurasiiste russe ou Comment penser l'empire*, Paris, L'Harmattan, 1999.

3 - *Slovar' drevnerusskogoazyka XI-XVII vv.* [Dictionnaire de la langue russe aux XI^e-XVII^e siècles], vyp.10 (N-najatisja), Moscou, Nauka, 1983, p. 215.

Marlène Laruelle

Mythe aryen et rêve impérial dans la Russie du XIX^e siècle

Paris, CNRS Éditions, 2005, 223 p.

La quête d'une identité impériale, le néo- Eurasisme dans la Russie contemporaine

Paris, Éditions Petra, 2007, 315 p.

Bâti sur un volumineux corpus documentaire et une impressionnante maîtrise des outils linguistiques, philologiques, historiques, ethnographiques et philosophiques, *Mythe aryen et rêve impérial...* se situe à la croisée de plusieurs champs d'investigation, à savoir l'histoire des savoirs tels qu'ils s'élaborent dans la Russie du XIX^e siècle, l'histoire, abordée dans une perspective comparative, des idées, des mythes et des imaginaires sociaux et, enfin, l'histoire de l'identité russe. De ce mythe aryen dont l'existence même constitue un paradoxe en Russie – dans l'Europe occidentale du XIX^e siècle, nombreux sont ceux qui dénie à la Russie toute appartenance et toute filiation européenne et aryenne et la rejettent en territoire « touranien », c'est-à-dire turco-mongol –, l'auteur retrace tout d'abord la genèse et les grandes caractéristiques. Elle démontre de manière convaincante que l'aryanisme dans la Russie du XIX^e siècle s'est essentiellement construit sur des présupposés culturels, parfois religieux et linguistiques mais jamais raciaux : de ce point de vue, le cas russe se démarque sensiblement du cas allemand, et dans une moindre mesure du cas français. Pour la majeure partie des intellectuels russes du XIX^e siècle, y compris ceux qui adhèrent à l'idée aryenne, l'identité russe ne peut qu'être nationale, jamais raciale.

Analysant les ressorts du mythe aryen en Russie, Marlène Laruelle souligne en outre qu'à la différence de ce qui s'observe alors en Europe occidentale, la référence à l'Inde est restée marginale tandis que la référence scythe était au contraire omniprésente. Cette évocation de la Scythie et son corollaire, l'exaltation des steppes des rives de la mer Noire, d'Asie centrale et de Sibérie, a donné au mythe aryen tel qu'il se développe en Russie une dimension géographique et territoriale que l'on ne trouve pas dans les écrits occidentaux. Or cette référence joue un rôle clef dans l'imaginaire comme dans les pratiques politiques du XIX^e siècle russe. Sur le plan idéologique, ce mythe aryen, dans sa version « culturaliste » et géographique, a permis aux Russes de se réapproprier une partie de l'héritage gréco-latin et de réaffirmer, par-delà l'héritage byzantin, le caractère primordial de leur européanité ; mais sur un plan plus proprement politique, en unissant consubstantiellement Russie, arianité et Asie scythe, il a également servi à justifier et à légitimer l'expansion coloniale en Asie centrale. C'est dire à quel point, loin d'être marginal, le mythe aryen a constitué pour la Russie impériale du XIX^e siècle un puissant outil en matière de construction identitaire.

Au début des années 1920, des intellectuels russes qui ont fui la révolution d'Octobre et se sont installés à Sofia, Prague ou Paris entreprennent de contester philosophiquement la validité du mythe aryen et de rejeter avec virulence la prétendue européanité de la Russie au profit de l'héritage turco-mongol qu'il s'agit de revendiquer haut et fort : c'est la naissance du mouvement eurasiiste. Pourtant, bien que très actif tout au long des années 1920, le mouvement ne parvient pas à perdurer. En déliquescence au fil des années 1930, il renaît de ses cendres dans une version dite « néo-eurasiiste » à laquelle M. Laruelle consacre son second ouvrage.

Une fois rappelés les racines et les fondements de l'eurasisme tel qu'il a vu le jour et s'est constitué dans la Russie en émigration, M. Laruelle s'est attachée à rendre compte de l'eurasisme en tant que « doctrine », c'est-à-dire « comme un ensemble systématique de conceptions d'ordre théorique enseignées

comme vraies, promue principalement par des intellectuels ». Son étude porte donc tout d'abord sur les idées néo-eurasistes telles qu'elles ont émergé au plus fort de la crise identitaire née de l'implosion brutale de l'URSS en 1991 et telles qu'elles ont été diffusées et portées par des intellectuels occupant le plus souvent des positions en vue dans la Russie d'aujourd'hui. Mais elle traite aussi, et c'est ce qui donne toute sa richesse à l'étude, des rapports ambigus que les milieux eurasistes entretiennent avec les partis politiques en Russie.

S'arrêtant longuement sur les idées de Lev Gumilev, Alexandre Panarin et Alexandre Dugin, M. Laruelle souligne l'extrême hétérogénéité des postulats et des approches de ces intellectuels et la distance qui les sépare des pères fondateurs de l'eurasisme. Chez ces trois penseurs, l'on ne repère en effet aucune exaltation des racines mongoles mais plutôt une attirance pour la région Asie-Pacifique, dans laquelle ils voient un modèle de développement à suivre. De même, loin de partager l'approche philosophique de leurs prédécesseurs, ils se veulent scientifiques et, sur le plan politique, sans affirmer la moindre nostalgie à l'égard des régimes tsariste ou soviétique, se déclarent en faveur d'un État autoritaire et paternaliste : à leurs yeux, en Russie, la démocratie ne saurait constituer une réponse pertinente aux besoins du corps social. Enfin, sur le plan géopolitique, en usant d'une rhétorique très floue qui ne définit jamais vraiment l'Eurasie mais renvoie toujours à des arguments culturalistes, ils s'affirment en faveur d'une civilisation eurasiste qui, unissant orthodoxie, islam traditionnel et bouddhisme, s'opposerait en tout point à une civilisation occidentale perçue comme décadente.

Les idées néo-eurasistes s'inscrivent donc directement dans la mouvance anti-occidentaliste qui parcourt aujourd'hui la pensée russe. Mais plus encore, en appelant au retour à la grandeur impériale perdue et en assignant à la Russie un grand dessein asiatique, les idées néo-eurasistes entrent en résonance avec les idéaux du pouvoir en place. D'où l'importance majeure de l'ouvrage de M. Laruelle.

Juliette Cadiot

Le laboratoire impérial : Russie-URSS, 1870-1940

Paris, CNRS Éditions, 2007, 266 p.

Nombreux sont les travaux qui ont porté sur la formation des identités nationales en Russie et en URSS. Tant sur le plan historiographique que politique, l'espace russe et soviétique soulève d'innombrables questions qui sont loin d'être épuisées, comme le montre le titre judicieux de cet ouvrage. Titre qui prendrait ici deux sens : il désigne d'une part un espace d'étude privilégié pour l'historien qui veut progresser dans la compréhension des phénomènes nationaux, il indique d'autre part un espace d'expériences, celles menées par les acteurs sur la longue période des XIX^e-XX^e siècles. Ce second sens se justifie par le choix de l'auteur d'étudier cette question à partir des savoirs et techniques de gestion des populations – systèmes statistiques, inventaires topographiques, travaux cartographiques, etc. –, qui constituèrent autant de mises en forme des appartenances ethniques. Investies d'une technicité validée et objectivée par les expériences que constituent des usages répétés, elles traversèrent les régimes politiques. Cette perspective longue marque également la nouveauté de la recherche de Juliette Cadiot sur ce thème, qui entreprend de saisir ce processus dans la continuité des régimes – impérial et soviétique. Attentive aux inflexions politiques, elle observe, dans des moments charnières de recompositions politiques, le devenir des acteurs, des institutions et des savoirs, et permet ainsi de sortir d'un récit qui pêche souvent par sa vision téléologique et essentialiste des nationalités et de leur institutionnalisation dans le monde russe.

La trame de l'ouvrage est historique, elle se déploie selon un plan précis et détaillé, dont les nombreux titres offrent des jalons utiles dans un récit dense et traversé par des axes de questionnement, le principal étant ici constitué par les rapports entre la modernisation de l'État et les savoirs, plus exactement ceux que J. Cadiot regroupe sous l'intitulé de « sciences des nationalités ».

Le livre s'ouvre sur la seconde moitié du XIX^e siècle quand, sous l'influence d'un cou-

rant réformateur, l'État impérial s'engage dans une politique de réorganisation, d'uniformisation et de réduction de l'hétérogénéité des territoires et des statuts des sujets qu'il gouverne. Ce nouvel État intégrateur s'érige pourtant sur une dichotomie, celle qu'il établit entre deux catégories de sujets, les Russes et les autres peuples. Sur cette fracture fondatrice se constituent différents niveaux de citoyenneté et prennent appui les discriminations envers les non-Russes, donnant ainsi une importance croissante aux distinctions ethniques dans l'administration. La russification imposée aux territoires de l'ancienne Pologne, et la colonisation des périphéries en Asie alimentent une demande nouvelle de données sur la composition ethnique des populations. C'est dans ce contexte qu'est réalisé le premier recensement de l'empire en 1897. Se situant dans la continuité des travaux de référence sur la statistique russe¹, J. Cadiot décrit finement les choix des statisticiens russes en les rapportant aussi à un milieu international dont ils tirent une forte légitimité ; c'est dans ce cadre que se comprend le choix unanime de la question sur la langue maternelle comme critère de la nationalité. Un aspect de ce recensement, autre que méthodologique, a offert à l'auteur la matière d'un des chapitres les plus captivants du livre : ce sont les résistances et les soulèvements déclenchés par le recensement dans certaines régions de l'empire, où des rumeurs de conversion forcée étaient associées à l'enregistrement des populations, en écho à des opérations anciennes d'inscription réalisées dans ce but.

Le bénéfice du choix de la continuité historiographique s'apprécie plus particulièrement dans la place consacrée à la période transitoire entre les deux régimes – impérial et soviétique –, qui s'étend de la révolution de 1905 à la Première Guerre mondiale. Marquée par la lente sécularisation de la société et l'émancipation d'un monde structuré selon l'ordre (*soslovie*) et la confession, cette période est aussi celle de transformations politiques, avec la mise en place d'un régime représentatif sur une base multinationale. Or, dans ce nouveau cadre, les appartenances ethniques délimitent des communautés politiques, dont les revendications sont vite perçues comme des

menaces pesant sur l'intégrité de l'empire dont la loyauté s'identifie toujours à la nation russe. Pour rendre compte de cette période, J. Cadiot déploie une adresse et une maîtrise de grande qualité. Elle extrait de ce contexte politique embrouillé des éléments pertinents qu'elle met en relation avec la question des catégories administratives et savantes. Aux spécialistes de l'histoire russe comme à ceux de l'histoire de la statistique, elle donne ainsi à lire cette période selon l'intelligibilité recherchée. La volumineuse documentation sur les recensements s'avère un matériau remarquable pour saisir les croisements et les tensions entre les catégories identitaires – en l'occurrence, ethnique, sociale et confessionnelle – imposées par l'activité statistique. Lentement mais définitivement l'appartenance à un groupe ethnique sera affranchie des autres modes d'affiliation collective. Dans ce processus, les savants joueront, telle est la thèse de J. Cadiot, un rôle majeur.

Cela l'a conduite à élargir son terrain, de celui de la statistique à celui des sciences dites des nationalités, sous lesquelles elle regroupe divers savoirs, notamment l'ethnographie et la statistique. Elle rappelle à propos comment ces deux sciences, au XIX^e siècle, étaient étroitement associées pour proposer une approche taxinomique des peuples, dans la tradition des Lumières de la statistique descriptive des pays germaniques. Les cartes ethnographiques de l'empire attestent là des circulations entre les deux espaces. Le lien entre les deux savoirs persiste en Russie aux siècles suivants ; l'ethnographie y occupe même une place prédominante avec l'ambition non seulement d'être reconnue comme la science des peuples, mais aussi comme une science pour l'État, une expertise qui lui fournit des outils. Ces développements sont d'une grande richesse empirique, on ne peut que regretter, mais cela n'était pas non plus la perspective choisie par l'auteur, qu'ils n'aient pas été analysés dans une perspective d'histoire des sciences, qui les interroge davantage sous les notions de revendications scientifiques et disciplinaires². Elles permettraient de comprendre comment ces activités, à la légitimité ténue, que sont la statistique et l'ethnographie, qui se développent dans des espaces institutionnels situés aux

confins de l'administration, de l'académie, et d'autres lieux comme les musées, vont porter une définition de la science utile à la résolution de questions politiques. Fil rouge de la recherche, un objet matérialise remarquablement l'activité de ces sciences et leur rapport à l'État : la liste des nationalités. À travers son élaboration, à partir du premier recensement de 1897 jusqu'à ceux de l'époque soviétique, cette liste, qui contient selon les périodes entre 70 et 200 noms de nationalités, tantôt prétendue exhaustive, tantôt réduite, hiérarchisée ou non, traverse les régimes comme le lieu central, le niveau synoptique légitime d'où s'énonce la diversité nationale objectivée, mise en ordre entre les mains de Staline, des ethnographes et des statisticiens.

La question des nationalités au cours de la période soviétique, sur laquelle l'attention des historiens et politistes s'est portée de manière préférentielle, prend certes dans cette histoire longue une place moindre ; certains épisodes, en revanche, y gagnent un relief inattendu. Il s'agit notamment des premières années du régime quand les bolcheviques, souligne J. Cadiot, sans plan précis et concerté sur la question des nationalités, agissent avec une grande clairvoyance politique en adoptant des mesures pragmatiques qui visent d'abord à rétablir un État et son unité sur des territoires contestés et des populations traumatisées par les années de guerre. Le droit à l'autodétermination et le droit des minorités en sont l'expression et inaugurent une politique en rupture avec la période précédente, qui multiplie les mesures de discrimination positive, pour être parachevée en 1922 avec la création de l'URSS, fédération de territoires nationaux. J. Cadiot suit cette évolution à travers les recensements, où, comme l'ont montré Alain Blum et Martine Mespoulet, on retrouve une grande continuité des procédés et des personnes. Les revendications antérieures de la statistique et de l'ethnographie à procurer des outils au gouvernement s'amplifient durant ces années. Si des travaux se sont déjà penchés sur les débuts de cette statistique socialiste, cet ouvrage en donne une dimension nouvelle, en l'articulant avec la politique soviétique d'organisation du territoire. La notion de « conscience nationale » qui dicte aux statisti-

ciens l'introduction d'une question directe sur l'appartenance nationale à la place de la question indirecte sur la langue – l'une et l'autre renvoyant respectivement aux définitions subjective et objective de la nationalité – n'apparaît pas, placée dans ce contexte, comme une simple convention technique ou politique ; elle jouait un rôle médiateur et révélateur central pour rattacher l'individu à une communauté nationale territorialisée, élément de base dans le schème d'organisation de l'espace soviétique. J. Cadiot montre comment la politique soviétique des nationalités était territoriale ; Staline entérinera cette définition. Or, si le territoire était le cadre premier d'une loyauté indissociablement politique et nationale, en temps de guerre, rien ne protégeait les populations des territoires menacés contre les déportations, voire les exterminations. L'ouvrage se termine au seuil de ces années de guerre, celle de la répression après deux décennies de politique de soutien et de protection des nationalités non russes.

Le livre issu d'une thèse volumineuse, contraint par les exigences éditoriales à réduire l'exposé de la recherche, laisse néanmoins apprécier l'ampleur du travail historiographique, porté par un esprit analytique qui permet au lecteur de progresser dans les questions majeures qu'il traite.

MORGANE LABBÉ

1 - En particulier ceux d'Alain BLUM et de Martine MESPOULET, voir par exemple, *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, 2003.

2 - Libby SCHWEBER, *Disciplining statistics: Demography and vital statistics in France and England, 1830-1885*, Durham, Duke University Press, 2006.

Alexei Miller

The Romanov empire and nationalism: Essays in the methodology of historical research

Budapest/New York, Central European University Press, 2008, 242 p.

Dans cet ouvrage traduit du russe, Alexei Miller offre une synthèse écrite avec une grande clarté du renouveau actuel des études sur le

nationalisme russe et le système impérial aux XIX^e-XX^e siècles. Spécialiste de l'histoire de la relation entre l'État impérial et la langue ukrainienne, dont la diffusion fut censurée au XIX^e siècle, l'auteur est un des représentants les plus stimulants des nouvelles recherches sur l'empire de Russie qui tentent de réécrire l'histoire compliquée de l'empire dans ses différentes dimensions spatiales et politiques. Et au-delà d'une interrogation sur l'empire russe, son fonctionnement, ses idéologies, ses dynamiques historiques, il dialogue avec la communauté des historiens qui aujourd'hui repense les notions d'empire et de nationalisme dans une perspective globale et transnationale.

Il cherche en particulier à déconstruire le cadre des récits historiques strictement nationaux et les formes d'essentialisation rétrospective des groupes identitaires, en comparant sa perspective vue du centre impérial aux études plus régionales, notamment des spécialistes des pays d'Europe de l'Est, sortis récemment de l'URSS ou de son orbite (notamment l'Ukraine, les pays Baltes, la Biélorussie, la Pologne). Son parti pris de décloisonner l'histoire de l'empire de Russie en la confrontant non seulement à celle d'autres empires centraux, mais aussi aux empires coloniaux renvoie à l'effort de réflexivité ayant permis le développement des études postcoloniales et la reformulation des notions de nation, de nationalisme et d'identité. Aussi le premier chapitre de cet ouvrage se présente-t-il à la fois sous forme de bilan et comme programmatique. Il montre combien les études sur l'empire de Russie se sont multipliées en Russie, aussi bien autour de la revue *Ab Imperio* que du groupe d'A. Miller et Mihail Dolbilov, mais aussi aux États-Unis et aujourd'hui en Europe occidentale et orientale.

Le cœur du travail d'A. Miller concerne les provinces de l'Ouest, les régions qui, depuis les pays Baltes jusqu'à la Moldavie, tombèrent sous le contrôle des Romanov à la faveur des trois partages de la Pologne (l'auteur se réfère aussi autant que possible aux politiques menées en Orient russe et fournit à leur sujet une importante bibliographie). A. Miller restitue en permanence la complexité propre à ces provinces multinationales et multiconfessionnelles

de l'Europe orientale, dans lesquelles les minorités étaient encore peu définies nationalement, plurilingues, soumises à l'influence de la noblesse polonaise ou allemande, et de plus en plus à celle de l'administrateur russe. À travers la description de luttes entre des projets nationaux et impériaux concurrents qui se manifestèrent à tous les niveaux de la société, depuis les paysans soumis à leurs seigneurs et à leurs popes ou à leurs prêtres, jusqu'à l'administration de Saint-Pétersbourg.

Un chapitre de synthèse permet aussi de décrire les évolutions du sort des juifs qui entrèrent en masse dans l'empire à la suite des partages de la Pologne et en devinrent une minorité importante (la moitié du monde juif était devenu sujet de l'empereur de Russie en 1880). A. Miller, dans l'article qui leur consacre, envisage comment la « question juive » fut appréhendée depuis la formation de la zone de résidence obligatoire, leur intégration très sélective dans la société impériale, jusqu'à la montée de l'antisémitisme.

Composé de sept chapitres, cet ouvrage tente de circonscrire l'ensemble des problématiques nécessaires à la compréhension de ce que constituait le nationalisme impérial sous les Romanov, curieux mélange qui, au XIX^e siècle, s'inscrivait dans un mouvement général où l'idée nationale issue de la Révolution française s'étendit aux empires dynastiques. Un chapitre est notamment consacré à la triade « Orthodoxie, Autocratie, Nationalité » du comte Sergei Oouvarov, ministre de l'Instruction publique sous Nicolas I^{er}. Cette formule a été soumise à de multiples interprétations, notamment à la fin du XIX^e siècle ou encore par les historiens contemporains; d'après A. Miller, elle témoignerait de la volonté de rassembler l'élite impériale autour de la langue et de la culture russe en voie de constitution. Évitant le terme de nation, l'utilisation du terme *narodnost'* ouvrait la possibilité de discuter d'un patriotisme russe qui ne se réduisait pas à l'obéissance au tsar et à l'orthodoxie.

A. Miller étudie par ailleurs un autre objet de controverse parmi les historiens, celui de la notion de russification, en insistant sur la nécessité d'en faire usage au pluriel (russifications). En croisant à la fois les travaux anciens

et récents ayant tenté de définir les contours de ce terme, A. Miller utilise aussi des concepts issus de la sociologie en distinguant projets d'acculturation et projets d'assimilation¹. Dans son travail sur la censure de l'ukrainien ou, plus largement, dans son chapitre sur les politiques linguistiques ou de « russifications », il montre combien les mesures de discrimination prises envers les Polonais et la politique de régulation des langues en faveur du russe visaient essentiellement à contrer un projet national polonais alternatif à celui du règne des Romanov.

L'attention portée aux dimensions géopolitiques des mesures prises concernant l'organisation des minorités prend d'autant plus de sens que l'auteur rappelle la nécessité d'avoir à l'esprit l'ensemble de l'espace géographique formé par les empires voisins et contigus des Romanov, des Habsbourg, des Hohenzollern et des Ottomans, dont les frontières ne cessèrent de bouger. Il souligne combien la contiguïté géographique de ces empires aboutit à des formes d'interactions spécifiques. La plasticité des notions de pan islamisme, de pan slavisme, de pan germanisme se manifesta aussi concrètement quand, à la faveur des guerres, les puissances belligérantes tentèrent de conquérir des populations attenantes en utilisant les liens ethniques qui les liaient. Le développement d'un nationalisme russe dans sa forme tardive fonctionna selon une même logique, notamment chez les Slaves de l'Est lors de l'occupation de la Galicie, parce que ces « Ukrainiens » étaient considérés comme « Russes » par l'armée du dernier tsar.

A. Miller s'inspire ainsi aussi bien de la réflexion critique sur les notions d'identité que de l'histoire des concepts (*Begriffsgeschichte*), de l'analyse des transferts ou encore de l'histoire connectée, afin de suivre les évolutions du nationalisme russe. Enfin, par l'étude précise, à travers les documents d'archives, des prises de décision, il donne toute sa place à la part d'improvisation, de contingence de mesures politiques souvent perçues rétrospectivement comme plus intentionnelles qu'elles ne le furent. A. Miller expose également les différentes manières dont les intellectuels impériaux pensèrent la question de la russité. Où

s'étend et où s'arrête la terre russe ? Peut-on distinguer le territoire russe du territoire de l'empire et où poser leurs limites ?

La construction entreprise à la fin du XIX^e siècle d'un imaginaire national fondé sur un territoire défini avait été compliquée par la continuité géographique ne délimitant pas de manière claire et intuitive la métropole de ses colonies. Le refus de reconnaître une identité nationale distincte pour les Biélorusses et surtout les Ukrainiens constitue aussi un trait particulier de la formation complexe du nationalisme russe. A. Miller met en scène les différents échelons administratifs et les tensions opposant le centre et ses représentants locaux. Fondé sur les débats historiographiques les plus contemporains, l'ouvrage ouvre sur d'autres études qui nous permettraient de mieux définir dans les pratiques le fonctionnement d'un empire touché par le nationalisme. Ainsi, les parcours des administrateurs, leur progressive adhésion au projet russe, leurs contacts avec les élites ou populations non russophones restent encore mal connus. Peu d'études sont menées actuellement en histoire sociale et économique nous permettant d'entrer dans le cœur du fonctionnement impérial, et pas seulement dans l'idéologie de ceux qui le dirigent ou qui s'y opposent. L'ouvrage se termine enfin sur la guerre et ouvre sur la coupure de 1917 qui permet de distinguer nettement l'empire de Russie du projet soviétique.

Si cet ouvrage souffre d'un goût immodéré pour la controverse entre historiens qui prend par moments trop de place au détriment du fond, il arrive aussi qu'il soit fondé sur des études de seconde main. Il n'offre ainsi pas partout le même niveau de précision, pourtant généralement remarquable. Un ensemble de cartes aurait été d'un grand intérêt. Ce livre demeure néanmoins une tentative fructueuse et aboutie, indispensable et remarquable synthèse d'études encore trop mal connues par les spécialistes et les non-spécialistes de la région.

JULIETTE CADIOT

1 - Voir aussi l'ouvrage de Darius STALIUNAS, *Making Russians: Meaning and practice of russification in Lithuania and Belarus after 1863*, New York, Rodopi, 2007.

Eric Lohr

Nationalizing the Russian empire: The campaign against enemy aliens during World War I

Cambridge, Harvard University Press, 2003, xi-237 p.

Fondé sur un volumineux corpus d'archives et de documents inédits, le passionnant ouvrage d'Eric Lohr rend compte d'une question jusque-là peu explorée par l'historiographie, à savoir la campagne menée par le gouvernement tsariste et les administrations civiles et militaires à l'encontre des 700 000 étrangers qui, installés dans l'empire de manière permanente pour 600 000 d'entre eux et de façon temporaire pour 100 000, furent transformés en « ennemis » dès le début du premier conflit mondial. Ce phénomène, également observable dans d'autres pays belligérants, présente dans l'empire russe deux traits singuliers. D'une part, son impact économique et social fut crucial : bien que peu nombreux par rapport à la population totale, les étrangers visés par la campagne jouaient en effet en 1914 un rôle moteur dans l'économie impériale ; d'autre part, alors que la campagne devait initialement toucher les étrangers devenus « ennemis » – Allemands et Autrichiens en premier lieu –, elle fut, dans un contexte de xénophobie croissante, étendue à des catégories plus larges de la population : émigrants fraîchement naturalisés, sujets de l'empire devenus suspects du fait de leur foi, de leur ethnie ou de leur ancienne nationalité (Allemands, juifs, musulmans...).

Relatant d'abord la chronologie et les mécanismes de la campagne, E. Lohr montre de manière convaincante qu'elle ne fut pas initialement impulsée par les sphères dirigeantes. Le 26 juillet 1914, une circulaire du ministère de l'Intérieur affirme que la protection de l'État sera accordée à tous les étrangers présents dans l'empire si ces derniers ne se livrent à aucune activité subversive sur le territoire impérial. Mais, rapidement, cette déclaration de principe est battue en brèche par les violences qui éclatent à l'encontre des populations allemandes : le 22 juillet, l'ambassade d'Allemagne est mise à sac à Saint-Petersbourg, des boutiques dont les propriétaires ont des noms allemands sont détruites et dans les jours qui

suivent, dans d'autres villes de l'empire, des pogroms anti-Allemands sont difficilement endigués par la police locale. Un an plus tard, alors que l'empire enregistre des défaites humiliantes, des entreprises moscovites employant des Allemands sont, entre le 26 et le 28 mai 1915, attaquées et pillées par des ouvriers et des étudiants : 300 usines sont détruites, des dizaines d'appartements et de datchas sont pillés tandis que la police, vite débordée, hésite à agir pour protéger les « ennemis étrangers ». Par la suite, à l'été et à l'automne 1915, des émeutes germanophobes éclatent à Kazan puis à Astrakhan.

Face à ces violences, le pouvoir est confronté à un dilemme : faut-il encourager le patriotisme impérial y compris dans ses formes les plus répréhensibles ou préserver l'ordre en place en particulier dans les zones non russes de l'empire, ainsi des régions baltes où la germanophobie s'exacerbe ? Au sein des sphères dirigeantes, les réponses ne sont pas unanimes : alors que les administrations civiles ont au moins jusqu'en 1915 le souci de préserver l'ordre social existant, le haut commandement militaire encourage les pogroms germanophobes et antisémites et se réserve le droit de déporter tout étranger jugé dangereux dans les zones sur lesquelles il exerce une pleine autorité. Parallèlement, des courants politiques et des journaux émanant non seulement de l'extrême droite conservatrice et nationaliste mais aussi de la droite libérale modérée contribuent à exacerber les tensions en prônant le boycott voire la nationalisation des entreprises allemandes. C'est dans ce contexte que le gouvernement tsariste radicalise peu à peu ses positions et ses pratiques.

Dès septembre 1914, un décret du ministère de l'Intérieur autorise la déportation des étrangers soupçonnés d'espionnage ; le 11 janvier 1915, un décret énonce que toutes les entreprises appartenant à des étrangers devront être vendues ou liquidées sans compensation au 1^{er} juin 1915 au plus tard ; le 14 juin 1915, l'État affirme son droit à déporter tout étranger jugé suspect et à nationaliser ses biens.

Les conséquences de ces mesures sont lourdes : la liquidation de firmes renommées et dynamiques (Siemens en novembre 1916) contribue en peu de temps à une étatisation

du secteur industriel qui préfigure les nationalisations d'octobre 1917. Parallèlement, les repréailles gagnent les campagnes : dès 1914, dans les zones gérées par les autorités militaires, des milliers de colons allemands sont victimes d'expropriations forcées et leurs terres redistribuées à des colons cosaques. En février 1915, deux décrets formalisent ces pratiques et les élargissent à la quasi-totalité du territoire impérial : les actes de propriété des « ennemis étrangers » et des descendants des colons allemands installés dans l'empire russe au fil du XVIII^e siècle sont déclarés nuls. La chute du régime enrayera le processus – ces mesures furent suspendues par le Gouvernement provisoire – mais, à court terme, elles n'en contribuent pas moins à la désorganisation complète de certaines régions, l'Ukraine en particulier.

En outre, ces expropriations forcées s'accompagnent rapidement de l'internement et de la déportation de catégories de plus en plus larges de la population impériale. Initialement limitées aux ennemis étrangers, les mesures d'internement sont élargies aux Bulgares et plus encore aux juifs qui, collectivement accusés de germanophilie, paient un lourd tribut à cette campagne : entre 500 000 et un million de juifs sont ainsi déplacés en direction de la Volga et des provinces de l'intérieur, tandis que les défaites et la retraite des troupes russes, cosaques au premier plan, s'accompagnent de pogroms et de violences. À partir du printemps 1915, d'autres peuples – Tziganes, musulmans des provinces de Kars et de Batumi, Tatars de Crimée – soupçonnés de sympathies pro-turques seront aussi en butte à des mesures d'internement forcé ou de déportation.

Outre sa dimension économique et sociale bien soulignée par E. Lohr, cette campagne de xénophobie active et de « nationalisation » de l'empire eut deux conséquences politiques paradoxales : engendrant de par ses excès des réserves voire des dissonances au sein des autorités civiles et de l'administration impériale, elle échoua dans son objectif principal, à savoir cimenter les populations et les élites autour du projet national, tandis qu'au même moment, elle suscitait chez les populations touchées des réactions hostiles qui allèrent de la constitution de mouvements

pacifiques d'entraide à l'adhésion à des partis révolutionnaires, bien décidés à abattre le régime tsariste. Elle contribua donc à une fragilisation accrue du régime et l'ouvrage d'E. Lohr en fait la magistrale démonstration.

MARIE-PIERRE REY

David Schimmelpenninck van der Oye

Toward the rising sun: Russian ideologies of empire and the path to war with Japan
DeKalb, Northern Illinois University Press, [2001] 2006, XIII-329 p.

En attendant la sortie du nouveau livre de David Schimmelpenninck van der Oye, consacré aux courants orientalistes dans la culture russe, nous saisissons l'occasion pour évoquer son ouvrage précédent, qui a valu à son auteur une réputation de grand spécialiste des relations entre la Russie et l'Extrême-Orient. Abondamment nourri par les archives et par la presse contemporaine, très riche d'informations, le livre séduit également par la qualité de l'écriture et les problématiques qu'il développe.

Dans l'introduction, D. Schimmelpenninck prend soin de marquer sa différence par rapport à d'autres spécialistes. La littérature historique qui relate la guerre russo-japonaise, ses raisons et ses conséquences, peut selon lui être divisée en deux tendances. La première est la « recherche du bouc émissaire » : on s'efforce de trouver, dans le fouillis d'actions géopolitiques, les erreurs qui ont conduit à la guerre et, du côté russe, à une défaite surprenante. Les chercheurs de la seconde tendance s'appliquent à accumuler les faits et à les décrire « objectivement », selon la méthode classique de Leopold von Ranke. Les deux types de travaux se complètent, nécessaires mais lacunaires ; ni l'un ni l'autre n'interroge l'ambiance intellectuelle et mentale dans laquelle baignait la Russie d'alors. C'est justement ce que se propose de faire D. Schimmelpenninck.

La première partie de son livre traite de ce qu'il appelle, à l'américaine, les « idéologies impériales » – on préférera les termes d'« idées »

ou de « conceptions » – qui ont cours en Russie à partir des années 1880. Elles concernent à la fois l'auto-identification des Russes vis-à-vis de leurs voisins asiatiques (ainsi que des États concurrents) et leur projet d'expansion vers l'est. D. Schimmelpenninck rappelle la teinte « orientale » dont se parent divers systèmes de pensée, depuis le néo-slavisme, ce mélange fin de siècle des idées slavophiles et panslaves, ou le « byzantinisme » de Konstantin Leontiev jusqu'à la théosophie d'Helena Blavatsky, et au « panmongolisme » prophétique de Vladimir Soloviev. L'intérêt pour le Tibet, l'Inde, la Chine, se trouve renouvelé. Un sentiment de « solidarité asiatiste » se réveille, on (re)commence à voir la Russie liée par un destin commun non seulement au monde post-byzantin mais aussi, et de plus en plus fortement, à l'ensemble du continent asiatique. L'idée aboutira, dans les années 1920-1930, à la doctrine eurasiennne; elle détermine déjà, vers la fin du XIX^e siècle, le rôle croissant des « orientalistes » (*vostotchniki*) de la nouvelle génération. La « question orientale » fascine Nicolas II. En 1890-1891, avant son accession au trône, il fait un voyage en bateau depuis l'Égypte jusqu'à la Chine, et se laisse convaincre par les foules enthousiastes qui l'accueillent de l'amour que l'Asie porte au tsar russe et de l'aide paternelle qu'elle attend de lui.

Ce mouvement vers l'est s'inscrit dans un contexte plus large : sur le plan géopolitique, la course coloniale et la rivalité avec l'empire britannique – le « Grand Jeu » ; sur le plan culturel, une morosité décadentiste, un retour de l'ésotérisme, l'espoir de voir enfin la lumière surgir de l'Orient ou la peur d'imminentes apocalypses. Quatre « idéologies impériales » russes se détachent ; elles sont étudiées en même temps que les parcours de leurs principaux promoteurs.

Nikolaï Prjevalski, grand découvreur de la Mongolie et du Tibet, officier du service actif et espion, représente l'« impérialisme des conquistadores ». Adeptes du darwinisme social, persuadés de l'infériorité des Chinois et des Mongols, il fait sans états d'âme de la « géographie militante » (comme ses nombreux collègues britanniques ou français). Selon lui, les peuples de l'Extrême-Orient souffrent du joug chinois et vénèrent le « Tsar

blanc » dont ils savent qu'il est magnanime avec ses sujets. Aussi la Russie doit-elle utiliser son écrasante supériorité militaire pour faire la conquête de l'Asie – ne serait-ce que parce qu'elle est capable de l'accomplir.

Le plus influent des *vostotchniki*, le prince Esper Oukhtomski, ami du tsarévitch, diplomate, poète, éditeur, rejette la domination par la force. Fasciné par l'Orient, volontiers mystique, il loue les cultures orientales et œuvre pour soutenir les populations bouddhistes de l'empire (les Bouriates, les Kalmouks). Son rêve : la Russie devenue le guide spirituel de toute l'Asie orientale et intérieure.

Le ministre des Finances Sergueï Witte rêve, lui, de la « pénétration pacifique » (tel est son slogan) de tout l'Extrême-Orient par des moyens économiques. Artisan de la révolution industrielle en Russie, S. Witte encourage les investissements en Chine et lance les grandes épopées du transsibérien et du chemin de fer de la Chine de l'Est. C'est en grande partie grâce à son activité que la Russie se tourne vers l'Orient.

Inversement, le général Alexeï Kouropatkine, ministre de la Guerre entre 1897 et 1905, s'efforce de réorienter vers l'ouest la politique du tsar. Connaissant les guerres coloniales pour avoir assisté, en observateur, à une campagne française en Algérie et participé, sous les ordres de Mikhaïl Skobelev, à la conquête de l'Asie centrale, A. Kouropatkine cherche à éviter la dispersion des forces russes. L'Extrême-Orient lui apparaît comme un piège, symbolisé par le « péril jaune ». La guerre contre le Japon confirmera ses pires craintes.

Aucune de ces « idéologies », souligne D. Schimmelpenninck, ne prend vraiment le pas sur les autres ; toutes, même celle d'Oukhtomski – qui apparaît comme le véritable héros positif du livre et de l'époque –, viennent à des degrés divers influencer la politique russe.

La seconde partie de l'ouvrage suit les événements qui conduisent à la guerre : le conflit sino-japonais de 1895 après lequel les regards russes se tournent vers la Chine ; les agissements de l'Allemagne en Chine ; la révolte des Boxeurs ; l'indécision de la Russie ballottée entre son désamour pour l'Occident et son européanisme, entre sa rêverie pan-asiatique

et son sentiment de solidarité avec la Chine maltraitée. Un fait est parlant : les journaux russes les plus bellicistes n'adoptent jamais le discours hystérique sur le « péril jaune » comparable à celui de la presse de William Randolph Hearst. Les provocations russes en Chine semblent finalement être plus la conséquence d'une série de mauvais calculs que l'expression d'une véritable volonté d'agression.

Le livre se termine sur deux constats. La diplomatie, même la plus réaliste, se laisse orienter par des « idéologies ». Pour fonder sa stratégie extrême-orientale avant la guerre contre le Japon, la Russie n'a pas élaboré d'idéologie unique : elle s'est laissée guider simultanément par des conceptions différentes, peut-être trop différentes. Les conclusions peuvent paraître évidentes, elles éclairent bien la complexité du processus historique. Certes, le travail de D. Schimmelpenninck peut appeler quelques critiques – s'il manie les faits historiques avec beaucoup de doigté, il ne cherche pas vraiment à creuser les données culturelles : le panmongolisme de V. Soloviev, le scythisme d'Alexandre Blok sont lus d'une manière trop linéaire –, mais son importance est hors de doute. Il ouvre la voie à une réflexion interdisciplinaire approfondie dans le domaine par trop négligé de l'orientalisme russe et, entre autres, à des recherches détaillées sur la question ambiguë du colonialisme russe.

LEONID HELLER

Catherine Gousseff

L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride, 1920-1939

Paris, CNRS Éditions, 2008, 335 p.

En France plus qu'ailleurs, les mythes construits autour du réfugié russe comme figure du passé, noble déclassé, porteur des valeurs de la tradition et de la culture, ont conduit à faire de l'histoire de l'émigration russe un phénomène atypique. Les réfugiés russes ne seraient pas des étrangers comme les autres. Contrairement aux Italiens ou aux Polonais, les anciens ressortissants de l'empire tsariste ne sont guère évoqués par les histo-

riens dans les ouvrages qui portent sur l'immigration en France, si l'on excepte ceux qui analysent les représentations de l'étranger où le Russe occupe une place pittoresque.

C'est dire combien le livre de Catherine Gousseff est bienvenu. Son objectif est de réintégrer l'histoire de l'exil russe dans une histoire des migrations européennes de l'entre-deux-guerres, s'attachant principalement, pour ce faire, au cas français. Le titre de l'ouvrage, qui parle d'exil et non d'émigration et insiste sur l'apatridie, ne rend pas complètement justice pourtant à l'entreprise de « normalisation » proposée. L'auteur, se démarquant fortement d'une histoire culturelle de la Russie hors les murs dont Marc Raëff est le meilleur représentant, a construit sa recherche dans une perspective d'histoire sociale proche de celle initiée par Gérard Noiriel¹. Parmi les sources utilisées (récits et mémoires, autobiographies, sources policières, archives diplomatiques et communautaires), caractérisées par une grande dispersion géographique, les archives difficiles d'utilisation et très peu exploitées jusque-là de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et celles du « Comité des Zemstvos et des villes russes de secours aux citoyens russes à l'étranger » (appelé Zemgor) contribuent à la nouveauté de l'ouvrage, à rebours de plusieurs idées reçues.

C. Gousseff entend d'abord réinscrire le problème des réfugiés russes dans la gestion empirique de la sortie de guerre et d'empire et révisé à la baisse les motivations idéologiques tant du côté de l'émigration russe que du côté de la Russie bolchevique. L'action à l'égard des réfugiés apparaît dans la continuité de la politique de bienfaisance du XIX^e siècle réfractaire à l'abstraction, et n'annonce guère la définition du réfugié comme persécuté politique qui s'impose après la Seconde Guerre mondiale.

Trois éléments en sont emblématiques. L'établissement de la statistique des réfugiés par les institutions et États concernés procède tout d'abord par tâtonnements successifs pour distinguer les victimes de la guerre des émigrés politiques et des migrants économiques. Pour les instances genevoises comme pour les autorités françaises, le problème des réfugiés

est au fond circonscrit selon un critère principalement géographique. Les vrais réfugiés, ce sont ceux qui ont fui l'empire russe en décomposition par le sud. Cela explique d'ailleurs le poids des anciens militaires et des élites urbaines des villes de la Russie et de l'Ukraine méridionales. À l'inverse, le casse-tête statistique des réfugiés d'Europe orientale mêlés aux minorités russes locales engendre davantage de méfiance. Dans cette réflexion sur les catégories statistiques, les revendications politiques sous-jacentes à leur élaboration ne sont cependant pas toujours mises en évidence par l'auteur. En particulier, on reste un peu sur sa faim quant à la non-prise en compte des différences nationales parmi les anciens ressortissants de l'empire.

Ensuite, la mise en place en 1922 du passeport Nansen pour les réfugiés de l'empire russe, déjà étudiée à partir des archives genevoises par Dzovinar Kévonian², apparaît ici très largement dégagée des motivations idéologiques. Certes, ce statut d'apatride inédit découle de la nouvelle configuration juridique européenne – toute personne doit être le ressortissant d'un État – et manifeste le refus des États vainqueurs de reconnaître la Russie bolchevique. Mais il n'apparaît pas, contrairement à une analyse répandue, comme la conséquence de la privation de nationalité décrétée en 1921 par les Bolcheviks. Il n'est pas plus le résultat d'une pression des représentations russes antibolcheviques en exil, car celles-ci cherchaient au contraire à pérenniser leur rôle dans la protection juridique des sujets de l'empire.

Enfin, la solution privilégiée dans la première moitié des années 1920, celle du rapatriement des réfugiés, révèle des préoccupations de gouvernance très éloignées des affirmations de principe. L'action de Fridjtof Nansen au HCR, qui avait excellé dans l'organisation du retour des prisonniers de guerre, contribue en particulier à subvertir les clivages idéologiques. En effet, s'occupant également de l'aide aux affamés de la Russie soviétique, son action en faveur des uns et des autres révèle une certaine perméabilité de la frontière symbolique entre la Russie soviétique et l'émigration russe.

L'émigration russe post-révolutionnaire fut avant tout l'objet d'une bataille de chiffres. À travers le seuil symbolique de 400 000 (sur un nombre qui oscille entre un et deux millions de réfugiés en Europe), les autorités françaises se targuaient, dans les années 1920, d'être le grand pays d'accueil du flot de Russes fuyant la révolution et d'avoir du fait de cette hospitalité coûteuse et méritoire une place centrale dans la gestion des réfugiés à Genève. La réalité que l'auteur restitue par une étude quantitative classique est bien plus modeste. Le chiffre de 80 000 Russes en France, quoique considérable, révèle combien la migration de sortie de guerre et de révolution a été un flux non pas incontrôlé mais au contraire maîtrisé par les pouvoirs publics français qui ont pensé ensemble leur politique d'asile et leur politique d'immigration, ouvrant leurs frontières aux travailleurs immigrés comme aux réfugiés russes jusqu'en 1927. C'est là le cœur de la thèse de l'ouvrage. Dans une logique de maîtrise des flux, les autorités françaises ont d'une part favorisé en amont la politique de rapatriement en Russie bolchevique menée par le HCR et le Zemgor et qui concernait essentiellement les réfugiés de la guerre civile et les anciens soldats des armées blanches qui se trouvaient en masse en Turquie et dans les Balkans. D'autre part, ils ont accueilli en les sélectionnant les immigrants dont ils avaient besoin pour reconstruire le pays.

L'auteur propose de nombreuses pistes pour comprendre les modalités du recrutement à distance qui concernerait près du tiers des réfugiés. Si l'émigration russe en région parisienne et sur la Côte d'Azur a pu bénéficier de réseaux préexistants (comme les réseaux franco-russes dans le milieu des médecins et des ingénieurs), l'histoire des petites Russies autour de Grenoble, à Montargis, dans les établissements de soie artificielle à Décines (banlieue lyonnaise) et les usines métallurgiques de Moselle témoigne des mécanismes nouveaux de recrutement de la main-d'œuvre étrangère dans les années 1920. De même, le placement de 3 000 réfugiés russes comme agriculteurs dans les départements de Haute-Garonne, du Gers et du Lot-et-Garonne souligne le caractère volontariste d'une immigration plutôt réussie.

Globalement, l'histoire des réfugiés russes en France racontée par C. Gousseff n'est pas une histoire victimaire. La forte organisation de la communauté et le poids spécifique des élites apparaissent dès le début des années 1920 comme de véritables antidotes au déclassement. On peut certes s'interroger sur la distinction par trop subjective établie par l'auteur entre élites et « réfugiés ordinaires », cette dernière formulation n'étant pas explicitée. Il reste que C. Gousseff décrit avec une grande finesse d'analyse la mise en place d'une micro-société capable d'offrir des leviers de reconnaissance à la fois professionnels et sociaux à ses membres, des stratégies de formation interne ainsi qu'un statut juridique élaboré et construit par les émigrés eux-mêmes et qui doit fonctionner au service de la communauté. Mais l'apport majeur de l'ouvrage me semble bien être cette étude précise des structures de contrôle et d'organisation de la migration avec la sélection des candidats par les organisations communautaires, tout particulièrement le Zemgor sur lequel l'auteur a également dirigé une enquête collective³, le rôle du Bureau international du travail dans le placement des réfugiés, et enfin l'accueil en France qui relève du ministère du Travail et de la Société générale d'immigration.

L'arrivée des réfugiés russes s'achève à la fin des années 1920 et la dépression russe des années 1931-1936, caractérisée par un chômage élevé, le vieillissement de la communauté et un sentiment de discrimination lié aux lois adoptées sur la protection du travail des Français, accentue la précarisation d'une partie des émigrés russes. Elle ne remet pourtant pas en cause les mécanismes déjà rôdés d'insertion et d'ascension sociale et c'est au contraire dans ce contexte de crise que le désir de naturalisation des Russes apparaît le plus fort, afin de conjurer les difficultés. Les émigrés russes ne s'avèrent donc pas plus réfractaires à la « dénationalisation » que d'autres étrangers.

Cet ouvrage apparaît ainsi comme une contribution importante à l'histoire de l'immigration en France ainsi qu'au grand chantier historiographique autour de l'émergence des politiques d'immigration à l'échelle européenne menées dans une collaboration quotidienne

entre les pouvoirs publics, les institutions européennes et les organisations privées.

SABINE DULLIN

1 - Marc RAEFF, *Russia abroad: A cultural history of the Russian emigration, 1919-1939*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1990; tout particulièrement, Gérard NOIRIEL, *Réfugiés et sans-papiers. La République face au droit d'asile, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Hachette littératures, [1991] 1999.

2 - Dzovinar KÉVONIAN, *Réfugiés et diplomatie humanitaire. Les acteurs européens et la scène proche-orientale pendant l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.

3 - Olga PICHON-BOBRINSKOY et Catherine GOUSSEFF, « L'invention d'une politique humanitaire. Les réfugiés russes et le Zemgor (1921-1930) », n^o spécial, *Cahiers du Monde Russe*, 46/4, 2005.

Sophie Cœuré et Sabine Dullin (dir.)

Frontières du communisme. Mythologies et réalités de la division de l'Europe de la révolution d'Octobre au mur de Berlin
Paris, La Découverte, 2007, 458 p.

Depuis une dizaine d'années, la réflexion sur les frontières, ou plus précisément sur les zones frontalières (*borderlands*), de l'espace est-européen a fait l'objet d'une attention particulière de la part des historiens. Espaces soumis au cours du XX^e siècle à des mouvements de populations sans précédent, ayant connu nettoyage ethnique et génocides, ces régions de confins en viennent à symboliser l'histoire du terrible XX^e siècle et de la progressive nationalisation et uniformisation culturelle de territoires autrefois multiethniques et multiconfessionnels.

Frontières du communisme s'inscrit dans cette perspective, mais il en renouvelle aussi l'angle d'attaque, en questionnant la frontière en tant que ligne géographique à la fois dans sa matérialité et dans ses dimensions tant diplomatiques, idéologiques que culturelles, dont les significations n'ont cessé d'évoluer depuis la prise du pouvoir par les Bolcheviks. Participant à l'étude de l'histoire tourmentée de ces régions (de la Transcaucasie jusqu'aux pays Baltes) dans leurs différentes dynamiques

transrégionales, les coordinatrices du livre mettent nettement l'accent dans leur introduction sur la question du communisme et de la coupure inédite qu'il introduisit en Europe au XX^e siècle. Elles posent la question de savoir ce que cette coupure, tant physique qu'idéologique, avait d'inédit, de spécifique et selon quelle temporalité. Aussi, cet ouvrage complète les travaux d'une historiographie souvent peu soucieuse de réinterroger le communisme, notamment dans ses dimensions spatiales.

Grâce à sa construction chronologique, l'ouvrage n'élide pas pour autant les questions liées à la propagation des idéologies nationalistes dans les pays de l'Est, ni la dimension diplomatique classique des projets d'extension ou de cantonnement du communisme. La force du livre tient au fait qu'il met en perspective les histoires des deux côtés de la frontière, rassemblant des spécialistes aussi bien de l'histoire du communisme en France, des relations internationales, des pays d'Europe de l'Est, et de l'URSS. Ce décloisonnement permet de souligner un certain nombre de discontinuités, de malentendus, de décalages, témoignant en eux-mêmes de la profondeur de cette frontière qui traversa l'Europe.

Comme il se doit, le plan est chronologique et permet de suivre la construction progressive d'une frontière surveillée, contrôlée, fermée, les représentations attenantes du « cordon sanitaire » au rideau de fer, et la matérialisation par un mur de la frontière de la guerre froide. La dernière partie de l'ouvrage est plus spécifiquement consacrée à l'URSS, et introduit le public français au cœur des pratiques politiques répressives de gestion des zones considérées comme dangereuses, instables, et qui du fait de leur peuplement étaient jugées comme en partie étrangères. Les auteurs soulignent aussi la porosité de la frontière, les passages de populations séparées arbitrairement ou des contrebandiers, la vie des gardes-frontières... Enfin, l'ouvrage offre un aperçu des découvertes les plus récentes issues des archives soviétiques sur la naissance de la guerre froide vue de Moscou.

Les articles sur les représentations idéologiques de la frontière répondent à ceux qui interrogent plus spécifiquement les enjeux géopolitiques, renvoyant à un jeu diploma-

tique plus classique. Ces deux dimensions sont inséparables d'une perception plus populaire de la frontière, relayée par les intellectuels, mais fondée également sur des pratiques sociales, depuis les liens familiaux brisés par les changements incessants de lignes frontalières jusqu'aux « émotions » nationalistes, fondatrices d'irrédentisme en cascade dans l'entre-deux-guerres.

Les articles de Christophe Barthélémy sur la représentation de la frontière dans l'affiche soviétique et d'Olga Ilyukha sur son image dans l'éducation des écoliers soviétiques éclairent les articles d'Oleg Ken, Nicolas Werth et Nick Baron sur les politiques spécifiques de gestion des populations des espaces frontaliers de l'URSS. L'article de Nikita Petrov concernant l'organisation des services de renseignement soviétiques chargés de la surveillance politique des pays de l'Est, comme celui de Sabine Dullin sur le corps des gardes-frontières ou encore celui de Catherine Gousseff sur les réfugiés polonais constituent des entrées stimulantes sur ces acteurs particuliers dont la raison d'être est l'existence de la frontière. Andrey Shlyakhter, par ailleurs, en s'intéressant à la contrebande et ses enjeux non seulement politiques, mais également socio-économiques, révèle combien la frontière politique fut aussi une frontière économique dès les années 1920. Les articles de C. Gousseff et Katarzyna Stokłosa s'intéressent à l'aspect humain de cette ligne frontalière et aux mouvements massifs de population auxquels aboutirent ses reconfigurations, notamment pendant et au sortir de la guerre.

Si, dans les premiers temps, le régime bolchevique prône l'abolition des frontières, les sources révèlent avec quelle précocité la question du contrôle des frontières se posa au jeune État. Mais la mise en place d'un dispositif de contrôle des frontières n'empêcha pas les nombreux passages, notamment pour diffuser la révolution par les agents de subversion dont les procès s'instruisirent de part et d'autre de la frontière. En parallèle, un discours sur les frontières, notamment sur l'encerclement par des forces ennemies, structura rapidement les représentations soviétiques. La construction des frontières dans les pays de l'Est obéit à

d'autres dynamiques nationales ; rapidement le discours sur la création de remparts contre le bolchevisme, sur la formation d'un cordon sanitaire, se mit en place. L'ouvrage souligne ici que la peur de l'infiltration communiste était aussi fondée dans les années 1920 sur une influence soviétique réelle, en Bessarabie comme en Pologne orientale. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'idée de libération des peuples, de retour à une juste frontière, se heurta aux processus accélérés d'homogénéisation ethnique, aux mouvements massifs de population, mais aussi aux discours diplomatiques sur les frontières soviétiques jugées avantageuses. Ce retour des visées impériales russes, avec la primauté donnée aux considérations géopolitiques de sécurité, est particulièrement documenté à l'aide d'une chronologie serrée de la fin de la guerre, révélant la crainte que la Pologne ne devienne la seizième république soviétique en 1949, ou comment s'édifie une frontière théorique du droit et du non-droit en Allemagne.

Cet ouvrage est donc d'une grande richesse, tant factuelle que par la diversité des thématiques et des problématiques abordées, montrant toute la valeur heuristique d'une interrogation sur la frontière dans ses différentes dimensions. En faisant varier les échelles d'observation, du plus concret de la vie quotidienne des espaces frontaliers aux conceptions géopolitiques des dirigeants, il s'inscrit dans la volonté de faire dialoguer des historiographies trop peu souvent en contact et permet de prendre la mesure de la diversité des questionnements qui les agitent. Ainsi, si les articles sur l'URSS s'intéressent aux dynamiques politiques et sociales des enjeux entourant la frontière, ceux qui traitent du camp occidental dans les années 1920 interrogent plutôt les représentations diplomatiques, alors qu'au sujet des démocraties populaires la question de l'adhésion et du rejet du projet communiste est posé.

Éclairés par la remarquable introduction de S. Cœuré et S. Dullin, ces décalages dans les questionnements se révèlent étrangement stimulants et montrent tout le bénéfice à tirer de la multiplication de ces dialogues. Nous regretterons juste l'absence d'un index au moins géographique qui aurait permis au lec-

teur de recomposer des histoires régionales en confrontant les différents articles. Certaines cartes auraient pu bénéficier d'un retraitement afin d'être rendues plus lisibles, une chronologie et une bibliographie finales auraient enfin permis de rendre à l'ensemble une nouvelle cohérence.

JULIETTE CADIOT

Gregor Thum (éd.)

Traumland Osten. Deutsche Bilder vom östlichen Europa im 20. Jahrhundert
Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht,
2006, 212 p.

Contrastes extrêmes et contradictions profondes, conséquences dramatiques et « complexes » durables : comment contester le fait que les visions allemandes de l'Est européen au XX^e siècle apparaissent comme une nébuleuse irrationnelle qui conduisit à une idéologie meurtrière ? De fait, la guerre d'anéantissement menée par le Troisième Reich à l'Est place cette histoire sous une lumière tragique. Mais le risque est alors de simplifier le tableau en ne privilégiant que les représentations agressives et expansionnistes des pratiques criminelles nazies. Or, c'est tout un foisonnement de visions ambivalentes et conflictuelles qu'il faut retrouver si l'on veut saisir la place qu'occupa « l'Est » (*der Osten*) dans les imaginaires allemands du siècle dernier. En raison de l'imbrication pluriséculaire des populations allemandes dans l'espace centre-européen puis de l'expérience traumatique des deux guerres mondiales, aucune région du monde ne semble avoir autant excité les imaginations allemandes que cet espace continental à la fois « voisin » et « exotique », propice, sur fond de « peur et d'ignorance », au développement de fantasmes débridés (p. 8-9). Un antislavisme primaire y côtoie l'espoir de régénérescence des admirateurs de Dostoïevski et des thuriféraires de l'Union soviétique à ses débuts (en attendant la propagande officielle de la RDA). Attentes quasi millénaristes (*ex oriente lux*) et visions apocalyptiques (*ex oriente furor*) se font face et, parfois, permutent.

Dans l'introduction, Gregor Thum fait le choix convaincant d'une définition résolument

large de l'Est européen, à l'image des représentations géopolitiques élastiques qui jalonnèrent le XX^e siècle. Les visions analysées dans le livre se rapportent ainsi tant à la Russie (URSS) qu'à l'Europe centrale au sens actuel, sans oublier la catégorie omniprésente d'une Europe orientale présentée comme un « Est allemand » prétendument germanique pour des raisons d'implantation démographique ou d'influence économique. Les neuf articles réunis ici, différents par leurs approches – les tableaux généraux alternant avec des études de cas –, balaient le siècle depuis l'émergence d'un discours sur l'Est autour de 1900 jusqu'aux visions antagonistes propres à la RFA et à la RDA avant 1989.

Dans le dernier article (qui, de par son aspect général, aurait pu faire office d'introduction), G. Thum retrace l'histoire du concept « d'Est allemand » (*deutscher Osten*). Son argument le plus original fait appel aux apports des études postcoloniales. La « sphère d'influence » allemande dans l'Est européen est vue comme une « idéologie de compensation », réceptacle des rêves de puissance éveillés par l'éphémère empire d'outre-mer. G. Thum, dont le choix de n'évoquer ni les partages de la Pologne ni le tour national pris par les débats sur les frontières en 1848 est contestable, rappelle à juste titre que la construction idéologique d'une « Marche orientale » prussienne eut véritablement lieu dans les années 1890, à l'époque où les relations du Reich allemand avec sa minorité polonaise se dégradent rapidement. Après la Première Guerre mondiale, cette thématique proprement prussienne donne naissance à un discours ethnicisé sur un prétendu « Est allemand », nourri au souvenir des vastes conquêtes à l'Est de 1917, des combats frontaliers de l'après-guerre, mais aussi par la frustration coloniale au lendemain du traité de Versailles. Les extraits de *Mein Kampf* illustrent la présence de ce ressort au cœur de la *Weltanschauung* d'Hitler. Enfin, l'article s'attache à décrire l'anti-modernisme inhérent à la nostalgie de la patrie perdue après 1918 et 1945 et fondé sur une ignorance et un déni du réel permis par le *statu quo* géopolitique jusqu'en 1989, et profondément remis en cause depuis.

Gerd Koenen, qui présente la quintessence de son grand ouvrage consacré aux « complexes » allemands vis-à-vis de la Russie à « l'ère des guerres mondiales », est celui qui réalise le mieux le projet de G. Thum de montrer l'ambivalence extrême des visions de l'Est. Il excelle à faire revivre la « cacophonie des opinions » typique des années 1920 (p. 25). Très colorée, riche de multiples portraits d'acteurs de l'époque, russophobes ou russophiles, sa contribution dans le domaine de l'histoire des idées met en avant l'importance de la réception allemande de Dostoïevski dans la construction d'un Occident-repoussoir, vision particulièrement structurante et commune à certains milieux russes et allemands. Plus enraciné dans l'anthropologie culturelle, Vejas Gabriel Liulevicius se concentre sur la perception de l'Est comme « espace apocalyptique » au cours de la Première Guerre mondiale (p. 47). Stefan Troebst, dans le seul article concernant les Balkans, montre qu'une région comme la Macédoine put également servir de miroir aux représentations allemandes. S'inscrivant résolument en faux par rapport au concept uniment noir de « balkanisme » proposé par Maria Todorova, S. Troebst présente au contraire avec force détails la sympathie éprouvée pour le mouvement irrédentiste macédonien des années 1920-1930, manifestation d'une sorte de « solidarité des vaincus de la guerre » au sein d'une Allemagne elle-même « amputée » après 1918-1919 (p. 94).

L'auteur nationaliste Edwin Erich Dwinger (1898-1981) est aujourd'hui largement oublié. Ses nombreux best-sellers, inspirés par « l'école de la cruauté » que furent pour lui le front oriental et la captivité en Russie en 1914-1918, jouèrent pourtant un rôle de premier plan dans la diffusion de fantasmes russophobes. Karl Schlögel, qui analyse « l'obsession russe » de celui qui servit en 1941 comme officier SS sur le front de l'Est, y voit la marque d'un « soliloque transposé à l'étranger des Allemands sur eux-mêmes » (p. 70). L'histoire littéraire est complétée par une analyse historiographique. L'œuvre d'Hermann Aubin (1885-1969), l'un des historiens les plus influents de sa génération, a fait l'objet d'une somme

magistrale par Eduard Mühle, qui met ici en lumière les continuités intellectuelles et institutionnelles qui permirent à l'ancien mandarin de Breslau (aujourd'hui Wrocław), auteur de rapports d'expert pour la politique de remodelage ethnique nazie durant la Seconde Guerre mondiale, de contribuer après 1945 à une reprise des études sur l'Est (*Ostforschung*) en RFA.

Le cinéma fut (et est toujours) fondamental dans la diffusion d'images passablement stéréotypées sur l'Est. Dans une étude particulièrement bienvenue, Kristin Kopp retrouve l'interprétation postcoloniale et propose de comprendre le film *Ich denke oft an Piroschka*, grand succès nostalgique de 1955, comme une compensation de la perte de la patrie orientale. À travers une romance germano-hongroise, c'est toute la présence civilisatrice allemande en Europe centrale qui est rétrospectivement magnifiée. Enfin, Jan Behrends se penche sur la production très encadrée du discours de propagande est-allemand sur l'URSS.

Entraînant le lecteur dans l'analyse d'un imaginaire fascinant, souvent irritant, parfois inquiétant, l'ouvrage doit sa réussite à la contextualisation précise et à la juste complexification de ces fantasmes « orientalistes » protéiformes.

THOMAS SERRIER

Ronald Smelser et Edward J. Davies II

The myth of the Eastern Front: The Nazi-Soviet war in American popular culture

Cambridge, Cambridge University Press, 2008, XII-327 p.

Cet ouvrage, situé à la jonction de l'histoire militaire, de l'histoire de la guerre froide et de l'histoire des représentations, défend une thèse intéressante et nouvelle. Alors même que l'historiographie a solidement établi la participation active des généraux allemands à la réalisation des plans d'extermination conçus par Hitler sur le front de l'Est, Ronald Smelser et Edward Davies démontrent que le mythe d'une *Wehrmacht* non complice des crimes nazis s'est imposé aux États-Unis à partir du début des années 1950, un mythe qui convainquit d'abord les militaires, puis les hommes

politiques et le grand public. Ils invitent ainsi à une réflexion sur l'émergence d'un discours historique révisionniste et sur son influence dans la culture populaire américaine.

Dans les trois premiers chapitres, les auteurs identifient les conditions qui permirent la naissance de ce « contre-narratif » venu neutraliser les récits et la mémoire des horreurs subies pendant la guerre par la population russe au contact de l'armée allemande : le début de la guerre froide et la transformation de l'ancien ennemi en allié décisif dans la lutte contre le communisme, mais aussi l'arrivée d'une nouvelle génération n'ayant pas connu les combats dans l'armée américaine, et la résurgence de l'antislavisme et de l'antisémitisme chez une partie des militaires américains. En dépit de la condamnation de plusieurs militaires au procès de Nuremberg, qui établit la culpabilité de la *Wehrmacht* dans les crimes commis sur le front de l'Est et sa participation à la Shoah, le mythe révisionniste d'une armée aux mains propres s'imposa grâce à la désinformation organisée aux États-Unis par des militaires allemands. Le groupe dirigé par Franz Halder (chef de l'état-major allemand de 1938 à 1942), formé à l'initiative de l'armée américaine pour recueillir des renseignements sur l'armement soviétique, initia ce processus de réhabilitation, à un moment où Washington soutenait la reconstitution d'une armée allemande et se préparait à coopérer avec celle-ci. À ce stade, on aurait aimé mieux comprendre le processus administratif qui conduisit à la création de l'Operational History (German) Section (le groupe Halder) et se voir proposer une analyse plus précise des canaux de diffusion du mythe produit par les officiers allemands dans l'armée américaine.

Les chapitres suivants traitent de la popularisation de ce mythe dont quelques hauts gradés allemands en mal de reconnaissance furent à l'origine, et de son intégration rapide dans la culture populaire américaine. R. Smelser et E. Davies considèrent successivement les différents types de sources qui véhiculèrent cette vision des années 1950 à nos jours, touchant un public de plus en plus large. Les mémoires des grands généraux allemands (ainsi Erich von Manstein ou Heinz Guderian), devenus de très grands succès de librairie,

nourrissent l'admiration des militaires américains, impressionnés par la qualité de la stratégie allemande et par la tradition militariste prussienne. Les officiers américains furent doublement aveuglés : ils ne surent pas voir la déformation des faits véhiculée par ces ouvrages et leurs auteurs, et refoulèrent le fait que leur admiration se portait sur une armée défaite, qui avait connu un véritable désastre militaire sur le front de l'Est. L'effet de ces mémoires fut prolongé par les récits de guerre populaires qui offraient une vision romancée des actions de l'armée allemande sur le front oriental : pour faire oublier le comportement sanglant des nazis, elles insistaient sur la camaraderie fraternelle, le respect des lois de la guerre, la défense de la mère-patrie, ou encore un code de la morale inspiré des mythes de la chevalerie.

Les derniers chapitres de l'ouvrage traitent des épigones de cette littérature et révèlent une production, américaine cette fois, produite par des auteurs populaires que R. Smelser et E. Davies désignent par le terme de « gourous ». Ceux-ci perpétueraient le mythe révisionniste par le biais de jeux de rôle, d'histoires-fictions et de publications désormais vendues sur internet.

Outre sa thèse novatrice, un des intérêts de cette recherche est de présenter un corpus extrêmement important d'ouvrages véhiculant ce mythe, écrits tant par des militaires allemands que par des auteurs américains. Il est dommage cependant que les auteurs ne s'intéressent ni à la diffusion de cette littérature ni à sa réception. Il aurait été bon de s'interroger sur les raisons du succès de l'histoire militaire populaire aux États-Unis (les rayons chargés des grandes chaînes de librairie en sont la meilleure preuve), en s'intéressant par exemple à ses réseaux de diffusion (groupes de lecture, maisons d'édition, librairies spécialisées...). On aurait encore plus aimé savoir qui sont les lecteurs de cette histoire révisionniste : des militaires, des membres des mouvements suprématistes blancs, des groupements néonazis, des mouvements pro-armes ?

L'analogie que cet ouvrage propose entre « le mythe du front de l'Est » et celui de la « causé perdue » qui s'est popularisé dans le Sud américain au lendemain de la guerre de Sécession est intéressante. R. Smelser et

E. Davies montrent de manière convaincante comment, dans les deux cas, l'impératif de la réconciliation (Allemagne/États-Unis et Sud/Nord) a pris le dessus sur celui de la justice, aux dépens des victimes (celles tuées par les *Einatzgruppen* sur le front de l'Est et les Noirs américains dans les anciens États confédérés). Ces deux cas posent la question de la concurrence entre historiens professionnels aux ambitions scientifiques et historiens amateurs aux visées politiques révisionnistes. C'était là une belle occasion de réfléchir aux tensions entre histoire professionnelle et histoire amateur. On peut regretter que les deux auteurs ne l'aient pas saisie et ne se soient pas demandés comment les porteurs du mythe de la *Wehrmacht* ont réussi à résister aux démentis des historiens professionnels alors que l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et l'histoire de la Shoah sont des champs d'étude si importants aux États-Unis. Or l'histoire des historiens est à peine présente dans cet ouvrage et le lecteur n'est pas complètement convaincu par la thèse de la « compartimentalisation » (p. 3) qui, selon les auteurs, expliquerait la perméabilité des deux sphères et justifierait l'absence de référence à l'historiographie.

Les Russes sont les autres absents de cette histoire : on ne trouve dans cet ouvrage nulle trace de leur contre-récit, même dans une version contemporaine, alors même qu'une fois la guerre froide terminée, les considérations idéologiques et stratégiques qui avaient pu justifier le succès du mythe du front de l'Est ont disparu.

PAULINE PERETZ

Nicolas Werth

L'ivrogne et la marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938
Paris, Tallandier, 2009, 335 p.

La terreur et le désarroi. Staline et son système
Paris, Perrin, 2007, 614 p.

L'île aux cannibales. 1933, une déportation-abandon en Sibérie
Paris, Perrin, 2006, 205 p.

Une remarquable synthèse historiographique et documentaire sur la Grande Terreur, un

recueil d'articles couvrant la première moitié du siècle soviétique et une brillante étude de cas sur une déportation qui tourne au désastre : quintessence de dix années de travail avec les documents d'archives, ces trois ouvrages placent Nicolas Werth en maître de l'histoire politique et sociale de l'URSS.

La polémique qui a suivi la publication en 1997 du *Livre noir du communisme* a exercé un impact profond sur N. Werth. Elle l'a incité à prolonger et approfondir plusieurs thématiques qu'il avait définies dans sa contribution¹. Cinq sont au cœur des trois ouvrages analysés ici. N. Werth pose d'abord une thèse centrale du gouvernement sous Staline : « Les difficultés du régime à maîtriser une société réfractaire alimentairement en permanence la violence d'État » (p. XIII). C'est cette spirale de la violence, engagée lors de campagnes répressives le plus souvent préventives et entretenue par la frustration de voir le social échapper toujours au contrôle, que saisit le couple « terreur » et « désarroi ». De là provient un second phénomène capital dans la réflexion de N. Werth : les politiques répressives ne sont pas seulement cycliques, elles se radicalisent au cours des années 1930. La déportation analysée dans *L'île aux cannibales* est une étape dans cette radicalisation. La Grande Terreur, « nœud de radicalisation cumulative », en est l'aboutissement, le « paroxysme répressif ». Troisièmement, le gouvernement stalinien fait constamment usage de la violence pour plier le social à ses représentations. Cette ingénierie sociale est à l'œuvre dans la guerre préventive contre la paysannerie (collectivisation et dékoulakisation), le nettoyage ethnique des régions frontalières, l'excision des « éléments urbains déclassés » et la stigmatisation et criminalisation de groupes sociaux marginalisés. Elle est marquée par des systèmes administratifs et des pratiques policières mis en place ou perfectionnés au fur et à mesure de ces campagnes, tels le fichage, le passeport intérieur, les rafles et les déportations massives. Quatrièmement, la radicalisation de la lutte contre les individus marginalisés précisément par les politiques d'ingénierie sociale, au lieu de précipiter l'avènement de la modernité socialiste, suscite des phénomènes d'emballlement et de désordre. Staline laisse une place à l'improvi-

sation dans ses politiques répressives et une marge d'initiative à ceux chargés de les mettre en application. Souvent, il ne contrôle pas de bout en bout les détails des opérations dont il est l'auteur. La chasse aux « excès » commis par les responsables locaux est d'ailleurs l'un des instruments du gouvernement stalinien pour trouver des boucs émissaires et se dégager de toute responsabilité dans les désastres. Enfin, la résurgence de pratiques archaïques ou l'apparition de transgressions radicales dans une société déstructurée et éreintée par le pouvoir marque les périodes clefs du développement du système stalinien – collectivisation, déportations, Grande Terreur, sortie de guerre. Le banditisme des « rebelles primitifs » et le développement de rumeurs apocalyptiques, le cannibalisme dans les périodes de famine et la ritualisation des meurtres pendant la Grande Terreur sont des symptômes de décivilisation.

Avec *L'ivrogne et la marchande de fleurs*, N. Werth livre la première synthèse sur l'histoire de la Grande Terreur depuis l'ouverture des archives en 1992. Mêlant une forte implication dans les débats historiens sur la Terreur, un apport monographique significatif et la conviction qu'il faut parler de cet épisode central de l'histoire européenne du XX^e siècle, cet ouvrage fera date.

N. Werth distingue fermement deux visages de la Grande Terreur de 1937-1938 : entre la série de « grands procès » à large publicité, destinés à détruire les baronnies régionales et les élites professionnelles concurrentes du pouvoir stalinien, et les « opérations de masse » secrètes, guerre déclarée par le pouvoir stalinien contre la société dans son ensemble, il ne relève pas de lien direct. Les « grands procès » ont été au cœur des débats historiographiques entre « totalitariens » (Robert Conquest) et « révisionnistes » (Arch Getty) jusqu'à la fin de la guerre froide. Cependant, cette « purge » des élites a masqué les « opérations de masse » conduites au même moment par la Sécurité intérieure (Commissariat du peuple aux affaires intérieures ou NKVD) et destinées à anéantir dans le corps social les « éléments indésirables » et les « espions ». Au cours de cette Grande Terreur là, en l'espace de seize mois, le régime a fait fusiller pas moins de 725 000 personnes et envoyer au camp un

nombre équivalent. Occultées par Nikita Khrouchtchev au XX^e congrès, pareillement ignorées des avocats des courants totalitarien et révisionniste faute d'accès aux sources, les « opérations de masse » (« opérations koulaks » et « opérations nationales ») n'ont été rendues publiques qu'à la faveur de l'ouverture des archives.

N. Werth resitue ces « opérations de masse » dans le contexte de l'année 1937. Dans l'atmosphère de tensions internationales marquée par la guerre d'Espagne, Staline, son entourage et sa Sécurité d'État construisent les groupes stigmatisés par la politique d'ingénierie sociale en une « cinquième colonne » multiforme et structurée : « ex-koulaks », « anciens gardes blancs », « ex-popes », « criminels-récidivistes », etc. Toutes les catégories de l'opprobre et les individus qu'elles subsument sont considérés comme soumis à l'influence des services secrets étrangers. À ces « éléments » s'ajoutent les ressortissants de pays hostiles (Allemagne, Japon, Pologne, etc.) et les citoyens soviétiques qui leur sont liés par des liens familiaux ou professionnels. Infiltrés à tous les niveaux et dans tous les milieux de la société, ils sont prêts à mener une attaque intérieure coordonnée dans le cas d'une guerre contre l'URSS, affirme le pouvoir stalinien à l'été 1937. Avant qu'il ne soit trop tard, il faut porter un coup préventif mortel à l'ennemi intérieur, lui livrer un « ultime combat », selon les termes qu'emploie un responsable régional du NKVD pour galvaniser ses hommes au moment du lancement des opérations. Auto-intoxication satisfaite d'un pouvoir vivant de plus en plus dans la fiction et s'effrayant des fantômes de papier qu'il a lui-même fabriqués : c'est cette alchimie qui constitue chez N. Werth la particularité du « moment 1937 ».

Les « quotas » répressifs affectés à chaque région, c'est-à-dire le nombre d'individus à arrêter, pour être fusillé (« 1^{re} catégorie ») ou envoyé en camp (« 2^e catégorie »), étaient l'objet de tractations entre le centre et la périphérie : la direction stalinienne pouvait décider d'affecter des quotas supplémentaires sur sa propre initiative ou à la demande des responsables régionaux. Le système des « quotas » pose la double question des marges de manœuvre dont disposaient les responsables

régionaux du Parti et du NKVD dans la mise en application de l'« opération koulak », et du contrôle véritable que la clique stalinienne exerçait sur les services de la Sécurité d'État. En effet, l'opération prit au fil du temps une ampleur démesurée : prévue sur quatre mois, elle dura plus d'un an. Les quotas initiaux furent multipliés par cinq en première et par deux en seconde catégorie, ce qui montre et la croissance et le durcissement de la répression. L'analyse novatrice d'archives inédites – les demandes d'augmentation reçues par le centre et les réponses de la direction politique – ne permet pas encore de reconstruire systématiquement selon quels critères les cerveaux de la Terreur, Staline et Iéjov, accordent ou refusent les quotas ou bien décident de prolonger les opérations. Une chose est sûre cependant : Staline et Iéjov exacerbent le processus exterminateur en jouant sur les quotas et sur le calendrier. L'impératif de satisfaire les quotas à l'échéance, associé aux décisions de prolonger les opérations, favorisait sciemment la surenchère et l'emballement.

Car les quotas figuraient l'illusion du contrôle, rappelle l'auteur. D'abord, il y eut des dépassements non autorisés de quotas, comme au Turkménistan, au point que les statistiques compilées par les services du NKVD pour tout l'URSS, qui font état de 680 000 fusillés environ, doivent être revues à la hausse. Surtout, le système des quotas couvrait et justifiait les pratiques « criminelles ». L'un des mérites de l'ouvrage est de ne pas prendre pour argent comptant les cris d'indignation des procureurs condamnant juste après la Terreur, puis à nouveau au milieu des années 1950, les « excès » et les « actes criminels » commis par les hommes de la Sécurité d'État. L'auteur pose plutôt la question de la brutalisation et de la régression. D'où vient la ritualisation festive des meurtres, quand les chefs de la Sécurité au niveau du district remplacent la fusillade par la décapitation ou la strangulation qu'ils mettent en scène pour leurs amis et collègues et prennent personnellement part à des carnages ? De plus, les « excès » locaux prennent place dans une succession de stratagèmes le long de la ligne hiérarchique. Cet emboîtement conduit du petit fonctionnaire de police obtenant des aveux par la force jusqu'à Staline

exigeant qu'on extermine des « lignages » et qu'on déroule les « chaînes relationnelles » : les techniques perverses et brutales pour faire du chiffre au niveau du groupe opérationnel (« brigade de remorquage », « commission de recrutement » avec « visite médicale », « super-chaîne », « interrogatoire sur la fosse », etc.); l'application des principes « national-productif » et familial pour lier les membres d'une même maisonnée ou d'une même ethnie en une seule affaire au niveau du district et de la région; enfin, l'exigence du centre de créer des affaires collectives de grande envergure. Staline et Iéjov rejettent l'approche purement comptable consistant à multiplier les affaires individuelles pour remplir le plan d'arrestations et d'exécutions coûte que coûte. Ils veulent de larges conspirations, regroupant plusieurs centaines, voire plusieurs milliers d'individus, avec des « centres », des « résidents » et des « agents ». Ils veulent qu'on satisfasse à leur imaginaire, et non seulement à leur comptabilité.

Dans un tel système, peu importe qui sont les personnes qu'on arrête pourvu qu'on les catégorise de manière cohérente et qu'on les associe en de grandes affaires, comme le rappelle constamment la hiérarchie. Des schèmes de stigmatisation ethnique et sociale sont à l'œuvre, qui permettent d'affecter spontanément les Chinois ou les Tatars à la ligne « espions japonais » et les kolkhoziens à la ligne « ex-koulaks ». Ensuite, il suffit de faire coïncider le « crime » et la catégorie de « traitement » (fusillade ou camp) à l'« ethnie » ou à l'« origine sociale ». Ces observations sur la profonde désarticulation entre les catégories répressives et les réalités sociales et ethniques qu'elles sont censées embrasser conduisent N. Werth à affirmer que la part du hasard est importante dans le choix des victimes, même si la probabilité d'une arrestation et d'une fusillade n'est pas également répartie parmi les groupes sociaux, les régions et les lieux de travail. Le titre de l'ouvrage devient ainsi signifiant dans le dernier chapitre : l'ivrogne, Vdovine, et la marchande de fleurs, Nikolaïeva, sont ces victimes du hasard happées par la machine répressive, affectées à des « lignes » et à des « contingents » sans aucune considération ni pour la réalité de leur « crime », ni

même pour la pertinence de leur catégorisation sociale.

Le souci didactique, partout présent, doit être salué. Dans cette synthèse des recherches récentes sur la Terreur, N. Werth présente des dizaines de documents d'archives exemplaires ou capitaux, tous inédits en français, publiés dans leur intégralité ou en de larges extraits. Dans son épilogue et sa conclusion, remarquables, l'auteur aborde la sortie de la Terreur et l'après-Terreur et ordonne 1937-1938 dans l'histoire soviétique. Enfin, N. Werth s'appuie dans son livre sur des dizaines d'études régionales et locales conduites sous l'impulsion des historiens de l'association russe Mémorial. Les parties consacrées aux statistiques des victimes et aux « opérations nationales » en particulier leur doivent beaucoup. Il souligne en conclusion l'extraordinaire travail mené par l'association pour inscrire l'histoire de la Terreur dans les préoccupations de la société russe contemporaine, malgré le silence des autorités.

On regrette que les signes diacritiques ne soient pas sortis à l'impression, ni en translittération russe ni en allemand. L'origine des documents photographiques du carnet central n'est pas donnée. L'appel de quatrième de couverture, presque entièrement erroné, est en complet décalage avec le ton et le fond de l'ouvrage. Mais ces détails n'enlèvent rien aux qualités fondamentales de l'ouvrage : *L'ivrogne et la marchande de fleurs* est un événement important pour l'historiographie de l'Union soviétique.

La terreur et le désarroi retrace en 19 articles parus depuis le milieu des années 1990 le cheminement scientifique de l'auteur depuis le *Livre noir*. Le papier sur la famine ukrainienne de 1932-1933, inédit, retiendra particulièrement l'attention du lecteur. On y apprend que l'auteur n'écarte plus la thèse du génocide contre les Ukrainiens. La particularité de la politique stalinienne à l'égard de l'Ukraine à partir de l'été 1932 distingue la famine ukrainienne des autres famines post-dékoulakisation (Kazakhstan, Sibérie, Volga en particulier), puisque Staline et son groupe ont « amplifié intentionnellement la famine pour punir les paysans ukrainiens » (p. 133). Ce florilège de textes révèle un auteur proluxe, qui traite magistralement d'un grand nombre de questions

centrales dans les débats historiographiques contemporains en histoire politique et sociale des années 1920 aux années 1950.

L'île aux cannibales, enfin, est une monographie dans laquelle N. Werth retrace l'histoire atroce de 6 100 déportés abandonnés en mai 1933 sur une île de l'Ob, Nazino, à 900 km au nord-est de Tomsk. L'historien entrelace le récit de cet événement exceptionnel dans le contexte de l'ingénierie sociale qui conduit de la collectivisation à la Grande Terreur. Les malheureux, familles de « koulaks », « éléments déclassés et socialement nuisibles », mais aussi simples passants raflés au hasard dans les capitales et chargés dans deux convois pour la Sibérie en mai 1933, furent les victimes d'un plan grandiose imaginé par le chef de la Sécurité d'État Genrikh Iagoda avec le soutien enthousiaste de Staline. Ce projet prévoyait de déporter quelque deux millions d'indésirables dans les terres lointaines et inhospitalières du Grand Nord et de la Sibérie pour y mettre en valeur des ressources naturelles.

N. Werth entraîne le lecteur dans l'incroyable descente aux enfers des déportés de Nazino, dont la déportation fut mise en œuvre sans préparation aucune. Entièrement démunis sur place, tenus de s'autosuffire tout en fournissant un travail éreintant dans la coupe du bois, l'agriculture et les pêcheries, les habitants furent décimés par la faim et la maladie. Leur lutte désespérée pour la survie se termina par des chasses à l'homme et des actes de cannibalisme et de nécrophagie, symptômes de la régression civilisationnelle typique des régions « poubelles » accueillant les déportés, zones de non droit soumises à l'arbitraire de chefs locaux.

Le drame de Nazino est également une « affaire » pour le pouvoir stalinien. En octobre 1933, six mois après la déportation, une commission dépêchée sur place constata que 4 000 des quelque 6 000 déportés étaient morts ou avaient réussi à fuir. Dans un mouvement d'attribution propre à l'ère stalinienne, les envoyés, choqués par le cannibalisme, rejetèrent la faute sur les cadres locaux, dédouanant ainsi le centre de sa responsabilité. « L'affaire de Nazino » a néanmoins pesé dans la décision prise par la direction stalinienne de changer de paradigme de développement et

de travail forcé. Le plan de Iagoda fut finalement abandonné. À la fascination pour les déportations de familles entières colonisant les vastes espaces du Grand Nord, de l'Oural et de la Sibérie, succéda l'ère du Goulag « classique », des camps de travail *a priori* mieux organisés et plus rentables que les villages de colons. Nazino est aussi une étape dans la radicalisation qui conduit à la Grande Terreur. Le pouvoir stalinien voit dans les horreurs et les échecs auxquels conduisent ses propres politiques non pas le signe qu'il faut modifier ces politiques, mais la confirmation que les victimes de ces politiques sont bien ses ennemis les plus dangereux.

Traduit en plusieurs langues, *L'île aux cannibales* a été partout acclamée pour trois qualités : la minutieuse reconstitution micro-historique, l'attention aux phénomènes anthropologiques de décivilisation et la contextualisation des épurations urbaines dans la radicalisation des politiques répressives.

MARC ÉLIE

1 - « Un État contre son peuple. Violences, répressions, terreurs en Union soviétique », in S. COURTOIS *et al.*, *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, R. Laffont, 1997, p. 39-312.

France Meslé et Jacques Vallin

Mortalité et causes de décès en Ukraine au XX^e siècle : la crise sanitaire dans les pays de l'ex-URSS

Paris, INED, 2003, XV-396 p. avec un CD-ROM

Paru en 2003, cet ouvrage est devenu depuis la référence incontestée pour documenter et chiffrer la famine de 1933 en Ukraine qui constitue, avec la Grande Terreur de 1937, l'un des moments paroxystiques de la violence de masse stalinienne. Certes, le tabou qui a longtemps frappé cette crise à bien des égards sans précédent avait été peu à peu levé, mais jusqu'à cette parution, on ne disposait pas de données fiables et vérifiables.

L'ouvrage est divisé en trois grandes parties. La première est consacrée à l'évolution de l'espérance de vie à long terme et aux consé-

quences des grandes catastrophes du passé, les deux suivantes traitent de l'évolution de la mortalité par sexe et par âge et des causes de décès jusqu'à la fin du *xx*^e siècle. À cela s'ajoutent de riches annexes statistiques, disponibles en fin de volume, ainsi que d'autres séries rassemblées sur un CD-ROM.

Le premier chapitre détaille la crise sanitaire des années 1930 et établit plus spécifiquement la part de la surmortalité de crise due à la famine de 1933. Il n'entre pas dans le propos des auteurs de se livrer à une analyse des causes et du contexte de la famine : collectivisation forcée des terres, campagnes de dékoulakisation, comparaison avec les famines qui ont frappé d'autres régions de l'URSS. Ils renvoient pour cela aux travaux d'Alain Blum et de Georges Sokoloff¹.

En se fondant sur le rassemblement systématique de données statistiques primaires et en leur appliquant une série de corrections qu'ils décrivent minutieusement, les auteurs livrent un tableau effarant : sur une population d'un peu moins de 32 millions d'habitants au début des années 1930, les pertes totales pour la seule année 1933 s'élèvent à 4,5 millions. L'émigration forcée représente un peu moins d'un million d'habitants, le déficit de naissance plus d'un million. La surmortalité de crise s'élève à 2,6 millions de décès directement imputables à la famine. En démographes, ils proposent une estimation de l'espérance de vie pour l'année 1933 réduite à sept ans pour les hommes et onze ans pour les femmes.

Le deuxième chapitre est consacré aux conséquences de la Seconde Guerre mondiale et de la répression stalinienne. Il offre, en particulier, un bilan des déplacements forcés et spontanés de populations ukrainiennes entre 1939 et 1947. La récapitulation des différentes catégories de déplacements (exode, évacuations, transferts et échanges concertés d'Ukrainiens, d'Allemands et de Polonais, travailleurs forcés ou spontanés en territoires allemands, déportations dans les camps, colonies et prisons du Goulag) s'établit à plus de 9 millions de personnes. Les pertes totales sur la période atteignent près de 14 millions, dont plus de 7 millions de morts. L'étude de ces déplacements massifs de populations a donné lieu depuis à des développements historio-

graphiques très féconds qui s'appuient largement sur ces résultats quantitatifs.

Plus récemment, la redécouverte de l'ampleur de la catastrophe n'a pas manqué d'attiser une série de débats de nature différente. La publication de recueils de documents d'archives en Ukraine et en Russie a permis de documenter le contexte et les circonstances de la famine. De nombreux travaux, monographiques ou de synthèse, ont vu le jour. Le débat s'est cristallisé sur la question des causes et donc des responsabilités. Fallait-il y voir une volonté délibérée de Staline d'éliminer les élites ukrainiennes ou bien une conséquence, fortuite, de la brutalité avec laquelle la politique de collectivisation des campagnes avait été imposée, en Ukraine certes, mais également au nord Caucase, au Kazakhstan ainsi qu'en moyenne et basse Volga ?

À ce débat académique s'est superposée une controverse qui a pris un tour ouvertement politique. En 2006, le nouveau pouvoir ukrainien issu de la « révolution orange » a qualifié l'« Holodomor » (mort par famine) de génocide du peuple ukrainien, suscitant la riposte immédiate des autorités russes qui ont dénoncé une résurgence du nationalisme ukrainien dirigé contre la Russie. Une nouvelle guerre mémorielle éclatait aux confins de l'Europe, entre l'Ukraine et la Russie.

On le voit, cet ouvrage s'inscrit dans des enjeux qui vont bien au-delà de la sophistication des outils de la démographie. C'est aussi pourquoi on regrettera les deux points faibles qu'il comporte.

Le spécialiste de l'environnement déploiera le désintérêt manifeste des auteurs pour les conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl qui reste à ce jour le plus grave accident du nucléaire civil. L'impact de l'explosion de 1986 n'est évoqué qu'à trois reprises et dans des termes très généraux. Faut-il y voir le signe qu'en Ukraine, comme ailleurs, un tabou peut en cacher un autre ?

L'historien s'étonnera pour sa part du parti pris adopté par les auteurs qui considèrent la population de l'Ukraine comme un tout homogène en matière de références culturelles et de comportements tels que les pratiques alimentaires. Peut-on tenir pour négligeable le fait que la partie occidentale de l'Ukraine n'ait pas

été incorporée à l'empire russe et que les habitants de l'Ukraine du XX^e siècle ne partagent pas la même histoire, sans même s'interroger sur la nature des traces laissées par cet héritage ?

MARIE-HÉLÈNE MANDRILLON

1 - Alain BLUM, *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Paris, Plon, 1994, et Georges SOKOLOFF (éd.), *1933, l'année noire. Témoignages sur la famine en Ukraine*, Paris, Albin Michel, 2000.

Sheila Fitzpatrick

Tear off the masks! Identity and imposture in twentieth-century Russia

Princeton, Princeton University Press, 2005, XII-332 p.

« Il n'y a pas de capitalistes ou de communistes en Russie : il y a des gens qui se sont adaptés et d'autres qui ne l'ont pas fait ». Cette citation de l'humoriste Mikhail Zhvanetski clôt le dernier ouvrage de l'une des plus importantes historiennes de l'Union soviétique. Elle résume assez bien l'un des problèmes au cœur de la réflexion de Sheila Fitzpatrick : celui de l'identité et de la capacité de réponse des individus à la demande du pouvoir politique. Ce livre rassemble en effet plusieurs contributions autour de la thématique de l'individu, du moi et de l'identité, pour l'essentiel déjà publiées, à l'exception des chapitres introductif et conclusif et d'un texte consacré à la dénonciation dans le cadre familial.

Le choix n'est pas neutre. On sait l'importance de l'école du subjectivisme dans les études soviétiques depuis quelques années. Les travaux de Stephen Kotkin, puis de Jochen Hellbeck et de Igal Halfin ont ainsi ouvert des pistes fécondes de réflexion en produisant une analyse du discours des Soviétiques et en insistant sur l'intériorisation des valeurs et la construction d'une individualité soviétique. Ces auteurs se sont pourtant assez nettement distingués des sources, des méthodes et des conclusions de S. Fitzpatrick. Avec cet ouvrage, elle affiche son désir de ne pas s'interdire ce domaine et consacre à cette question un paragraphe intéressant de son premier chapitre où elle marque ses différences (en particulier, elle affirme sa « faible tolérance pour

les théories totalisantes, qu'elles soient marxistes ou foucaaldiennes ») et réaffirme son intérêt pour la question de « l'identité et de l'identification » plutôt que pour celle du « moi » et de la « subjectivité » (p. 8). On peut ainsi considérer cet ouvrage comme une défense et une illustration, respectueuse des autres approches, d'une certaine façon de faire de l'histoire soviétique.

Une première partie rassemble des textes consacrés à l'identité de classe, dans la lignée de l'article que l'auteur avait publié en 1990¹. Un deuxième groupe de textes travaille les récits de vie, un troisième les rapports entre l'individu, le pouvoir et la présentation de soi. L'ensemble conduit assez logiquement à une dernière partie consacrée à l'imposture dans le monde soviétique, avec un intéressant essai consacré au « monde d'Ostap Bender », le filou, héros des *Douze chaises* d'Élie Ilf et Eugène Petrov.

Au centre de la réflexion se trouve la volonté de comprendre la paranoïa qui s'empare du pouvoir et sa recherche permanente des « hommes à double face », des « ennemis du peuple » qu'il importait de « démasquer ». L'une des caractéristiques frappantes des études proposées tient ainsi à la démonstration de la plasticité des individus. S. Fitzpatrick montre ainsi de façon souvent convaincante comment les Soviétiques savaient s'adapter aux exigences parfois obscures et changeantes de l'État stalinien, comment ils savaient détourner à leur profit les lois contraignantes du régime, même si cela l'amène, et on a pu le lui reprocher, à négliger les phénomènes d'identification positive (essentiels en revanche dans la réflexion des « subjectivistes ») qui ont transformé des millions de paysans et d'ouvriers en fonctionnaires plus ou moins zélés du régime.

Selon S. Fitzpatrick, la première étape de ce jeu de rôle, encadré par une définition rigide des identités par les autorités, remonte au lendemain de la révolution et particulièrement à la NEP. La définition en termes de « classes » devient une expérience quotidienne et essentielle pour tous les Soviétiques dans l'entre-deux-guerres. Pour autant, l'historienne souligne que le désir des autorités d'attribuer une classe à chaque Soviétique (en

particulier par l'intermédiaire de la statistique) change le sens de ce mot : il devient non plus synonyme de position dans un système de relations économiques et sociales, mais sert à définir la place de l'individu par rapport à l'État. Pour autant, S. Fitzpatrick montre bien comment cette attribution forcée, cette volonté de faire rentrer les individus dans des cases sont elles-mêmes porteuses de tentatives d'adaptation et d'évasion.

La suite de son étude, malgré l'hétérogénéité des contributions, fait sens : elle porte sur les récits de vie. Plusieurs études de cas permettent de montrer la tension permanente qui habite chaque Soviétique, sommé de faire correspondre sa vie à l'idéal promu par l'État. S. Fitzpatrick insiste sur la mise en scène de ces récits lors des étapes rituelles de la narration autobiographique de la vie soviétique à la fois à l'écrit (dans les lettres de dénonciation) et à l'oral (lors des réunions de purge par exemple). Le récit de vie devient alors polyphonique, scruté et éventuellement contesté par les auditeurs.

L'attention portée aux vies de femmes, même si l'on peut regretter qu'aucun texte ne propose de véritable synthèse permettant de dépasser l'étape de l'étude de cas, est l'un des autres points forts de ce livre. On retiendra à cet égard une brillante étude de l'irruption de la dénonciation dans la sphère matrimoniale après la Seconde Guerre mondiale. Une partie importante de l'ouvrage rassemble en effet les textes désormais classiques de S. Fitzpatrick sur la dénonciation, où elle insiste en particulier sur le rôle de la présentation de soi dans la relation avec le pouvoir, élément central de la stratégie d'efficacité de la dénonciation.

Le recueil se conclut par un texte qui ne manque pas d'intérêt puisqu'il permet de sortir des années du stalinisme pour aborder la question de l'identité et de son adaptation au moment de la disparition de l'Union soviétique. C'est une nouvelle façon pour S. Fitzpatrick de démontrer sa croyance fondamentale en la capacité d'adaptation de l'homme. Une sorte de remake inversé de la « soviétisation » des identités des années 1920 et 1930, qui provoque une fascinante réécriture des histoires de vie.

Ce chapitre est l'occasion pour S. Fitzpatrick d'un dernier coup de griffe aux partisans de l'école subjectiviste. On peut cependant regretter que le débat, s'il n'est pas occulté, ne soit jamais mené de front. Il s'engage pourtant autour de ce livre. Amir Weiner, l'un des tenants de ce courant, dans une recension qu'il a publié dans *The American Historical Review*, se montre particulièrement féroce et souvent injuste en reprochant à S. Fitzpatrick de donner une présentation caricaturale de ces travaux tout en multipliant les emprunts de leurs « concepts, données et expressions »... On ne peut que déplorer une si violente opposition entre deux écoles qui ont beaucoup apporté à notre connaissance. Cet ouvrage reste en tout cas un jalon important des débats qui, de Stanford à Chicago, traversent aujourd'hui l'historiographie du stalinisme.

FRANÇOIS-XAVIER NÉRARD

1 - Sheila FITZPATRICK, « L'usage bolchevique de la 'classe'. Marxisme et construction de l'identité individuelle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 85, 1990, p. 70-80.

Rudolf G. Pikhovia

URSS, *histoire du pouvoir*.

1, *Quarante ans d'après-guerre*

2, *Le retour de l'Aggle bicéphale*

Longueuil, Les Éditions Kéruss, 2007, 696 et 509 p.

Dès l'avant-propos, Rudolf Pikhovia délimite fermement son champ d'analyse : il s'agira, tout au long de la période analysée, qui va de 1945 à 1991, d'analyser l'action du cercle étroit des décideurs politiques, quelques personnes sous la dictature de Staline, quelques dizaines sous la « direction collégiale » de Khrouchtchev, Brejnev, Andropov, Tchernenko et Gorbatchev. Dans cette optique, les évolutions économiques et sociales – considérables au cours de ces six décennies – sont à peine abordées, sauf lorsque l'histoire politique du pouvoir finit par devenir inintelligible à force d'être isolée du cadre socio-économique.

Somme toute, cette *Histoire du pouvoir* s'inscrit dans la longue lignée des ouvrages de

kremlinologie, à une différence majeure près – la qualité exceptionnelle des sources exploitées. Il s'agit, pour l'essentiel, des « notes de travail » des séances du Politburo. R. Pikhovia en reproduit de très larges extraits, notamment pour toute une série de « moments clés » de l'histoire soviétique après 1945 – tant sur le plan de la politique intérieure que de la politique internationale : le conflit Staline-Joukov peu après la victoire de 1945, la crise de Berlin en 1948, le plenum de juillet 1953 après l'arrestation de Beria, le plenum de juin 1957 (consacré à « l'élimination du groupe anti-Parti » de Molotov-Malenkov-Kaganovitch), la crise de Cuba en 1962, le limogage de Khrouchtchev en octobre 1964, la crise tchécoslovaque en août 1968, etc.

Les deux volumes présentent un intérêt inégal. Le premier, consacré à la période 1945-1981, offre un panorama assez général et convenu de l'évolution politique du système soviétique, principalement centré sur un certain nombre de conflits de personnes au sein des instances dirigeantes communistes. Les trois premiers chapitres par exemple, portant sur les années d'après-guerre, décortiquent par le menu les rivalités entre Staline et les chefs militaires, ainsi que les luttes politiques menées « sous le tapis » entre les héritiers potentiels de Staline (Malenkov, Beria, Jdanov, Voznessenskii, Kouznetsov). L'abondance de détails sur tel ou tel aspect particulier de ces conflits multiformes, aux multiples enjeux, et qui se déroulent, de surcroît, le plus souvent par personnes interposées, fait passer au second plan l'analyse interprétative. Il n'est, en outre, jamais fait référence à d'autres travaux récents sur le sujet (comme l'ouvrage fondamental d'Oleg Khlevniuk et de Yoram Gorlizki, dont les conclusions, parfois différentes de celles de l'auteur, auraient mérité d'être discutées¹). Pour la période immédiatement postérieure, la relation détaillée des luttes de succession consécutives à la disparition de Staline, comme celle des réformes initiées par Beria en mars-juin 1953, apporte, au-delà de certaines précisions, peu d'éléments interprétatifs nouveaux.

Dans ce premier volume, les passages les plus novateurs se limitent à quelques épisodes – certes cruciaux – sur lesquels les archives du Politburo apportent des éléments factuels importants, précis, mais toujours circonscrits :

« l'opération Anadyr » (l'envoi de troupes soviétiques à Cuba sous couvert d'exercices stratégiques durant l'été 1962); le déroulement du « complot » contre Khrouchtchev les 13 et 14 octobre 1964 et le rôle exact de Brejnev dans l'affaire; la conversation téléphonique Brejnev-Dubcek, le 13 août 1968, et ses conséquences sur la décision de faire entrer les troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie une semaine plus tard.

Reste une interrogation centrale, à laquelle R. Pikhovia apporte des éléments de réponse incomplets : à partir de quel moment a commencé la « crise finale » de l'Union soviétique ? À partir de 1977, comme le suggère l'auteur, date de la promulgation de la constitution brejnévienne, qui reconnaît que « l'étape terminale » de l'expérience commencée en 1917 ne sera jamais le communisme ? La démarche qui consiste à isoler une « histoire du pouvoir » de l'évolution globale de l'économie et de la société soviétiques dans les années 1970 (crise du modèle extensif de développement mis en place dans les années 1930, émergence d'une société nouvelle, urbaine et éduquée, développement des circuits de communication et d'information) empêche l'auteur de proposer des hypothèses explicatives globales. L'explication de la « crise du pouvoir » se limite ainsi à des aspects particuliers (« crise idéologique », vieillissement des cadres, « gérontocratie »).

Le second volume, consacré à la décennie 1982-1991, plus ramassé et plus problématique, est aussi plus novateur. Cette histoire de la Perestroïka et de son échec comble en effet une importante lacune historiographique. Les péripéties politiques, les conflits entre les différents acteurs et les différents « clans » s'inscrivent dans une analyse plus large de la crise systémique qui touche l'économie, la société, mais aussi et surtout les rapports centre-périphérie ou les rapports entre les différentes nationalités qui composent l'Union soviétique.

Particulièrement intéressante est l'analyse que fait l'auteur de l'émergence du « facteur russe » et de ce contre-pouvoir, incarné par Boris Eltsine, qui va rapidement miner de l'intérieur le pouvoir de l'Union, incarné par Gorbatchev. La manière dont cette émergence du « facteur russe » s'enracine dans un changement profond, véritablement révolutionnaire,

des pratiques politiques (rôle nouveau des médias, participation active de la population aux processus électoraux en cours) est présentée de manière convaincante, à la lumière de documents inédits.

Par ailleurs, R. Pikhoia montre bien comment la politique économique menée par Gorbatchev à la fin des années 1980 n'est pas parvenue à enrayer la crise systémique. Au contraire, elle l'a aggravée. D'une part, parce que les réformes engagées n'étaient pas assez radicales (les mesures les plus douloureuses d'un point de vue social – réforme des prix, du crédit et du système d'approvisionnement des entreprises – étant sans cesse repoussées); d'autre part, parce qu'elles l'étaient trop – suscitant des résistances à la fois dans la population, qui a vu ses conditions de vie se dégrader, et à tous les niveaux des appareils bureaucratiques. En dépassant le seul cadre de l'histoire du pouvoir et de ses conflits internes, l'auteur donne – pour cette ultime période de l'histoire soviétique – une clé d'explication convaincante pour comprendre la chute de l'URSS.

NICOLAS WERTH

1 - Oleg KHLEVNIUK et Yoram GORLIZKI, *Cold Peace: Stalin and the Soviet ruling circle, 1945-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

Sophie Cœuré

La mémoire spoliée.

Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique, de 1940 à nos jours

Paris, Payot, 2007, 267 p.

Par cette enquête minutieuse et quasi policière, chapitre inédit d'une histoire contemporaine du pillage, à la fois des archives et des bibliothèques françaises publiques et privées par les nazis lors de l'Occupation, puis, en 1945, de ces mêmes documents par l'Armée rouge qui les emporta à Moscou, Sophie Cœuré apporte la confirmation qu'émerge une nouvelle histoire de la diplomatie. Cette histoire est entendue comme l'étude non plus seulement des services des affaires étrangères des États (l'analyse des traités et des secrets), mais aussi comme celle de l'ensemble des interactions de deux entités politiques et culturelles

à travers la succession d'une multitude de jeux de pouvoir incluant des acteurs et des objets variés. Cette thèse forte qui fait voler en éclat l'histoire traditionnelle des relations internationales promeut une lecture du non-spectaculaire, des gestes minuscules et infimes des fonctionnaires de l'État.

L'historienne, spécialiste notamment du rapport des intellectuels français à l'Union soviétique au cours des années 1920-1930, mais aussi de l'histoire de l'institution archivistique, concentre ainsi son attention sur un aspect jusqu'alors négligé des spoliations dont fut le théâtre la Seconde Guerre mondiale, celui des « trophées » de papier qu'ont pu constituer pour le régime nazi et les communistes soviétiques les archives ; son intérêt porte moins sur le choix, le vol et le déplacement de milliers de cartons contenant des documents patrimoniaux ainsi que les papiers d'association (notamment la Ligue des droits de l'homme) ou de personnalités politiques et intellectuelles (Léon Blum ou André Maurois), que sur la pratique de ces « documents » tour à tour par les nazis et les Soviétiques, jusqu'à leur restitution partielle au cours de la dernière décennie du XX^e siècle, après la chute du mur de Berlin.

Cette pratique politique de l'archive, étudiée à plusieurs niveaux, des gestes des archivistes à ceux des diplomates, montre combien le butin de ce qui fut qualifié en 1945 de « crime mineur » a lourdement pesé lors de la guerre froide, faisant de ce double vol de mémoire un nœud essentiel et l'objet d'une véritable politique de l'archive. Le cœur de l'ouvrage porte ainsi sur les lendemains de l'événement, les dizaines d'années où l'on perd trace du côté français de ces archives « détenues » en URSS. C'est ainsi le récit de l'enfouissement puis de la progressive invention de ce trésor que propose S. Cœuré.

On est frappé à la lecture de ces pages qui donnent à voir pour la première fois le traitement de ces sept kilomètres linéaires de documents par la bureaucratie soviétique combien archiver s'articule ici à gouverner. S. Cœuré rappelle que l'histoire des archives soviétiques étudiée par Tatiana Khorkhordina commence le 1^{er} juin 1918, lorsque Lénine confie à l'historien médiéviste marxiste Mikhail Piotrovsky l'organisation d'un unique fond d'archives

d'État. Dépendant d'abord du Commissariat du peuple à l'instruction publique, puis à partir de 1922 et jusqu'en 1938 du Comité exécutif, les archives sont ensuite placées sous la tutelle de la police politique. C'est donc logiquement que les archives trophées sont prises en charge par le NKVD et sont soumises à la triple règle en vigueur : le secret, l'absence de respect des fonds et la non-distinction entre archives publiques et archives privées. Ces règles ont des conséquences très lourdes sur les documents spoliés qui sont réunis dans une institution appelée « Archives spéciales » (TSGOA) réservées pour « tous les matériaux documentaires de provenance étrangère arrivés dans les archives d'État et dans les différentes institutions de l'URSS en qualité de trophées de l'Armée rouge » (cité p. 104).

Le traitement de ces archives qui ne pouvaient faire l'objet d'aucun travail de recherche scientifique et étaient réservées à un « usage opérationnel » fut confié à un personnel du ministère de l'Intérieur sans formation, à l'exception de quelques archivistes peu au fait du savoir-faire international contemporain. Leur mission était d'obtenir un ordre complet des documents conservés dans le délai le plus court – le plan prévoyait 150 dossiers par jour. Aussi, les documents furent-ils numérotés page à page et divisés en fonds et dossiers conformes à la terminologie du régime socialiste et bourrés d'erreurs. S. Cœuré décrit avec précision ces gestes qui produisirent une dispersion importante des archives, une partie allant par exemple aux Archives centrales de la littérature, une autre à l'Institut Marx-Engels-Lénine, une autre encore aux Archives centrales de la révolution d'Octobre.

Si l'intérêt du pouvoir pour ces « archives spéciales » fut grand (en matière d'espionnage, de défense, de relations internationales), les résultats obtenus furent minimes compte tenu de l'importance du déploiement bureaucratique mobilisé. Des « informations spéciales » et des « rapports spéciaux » furent produits sur tel ou tel aspect, accroissant un peu plus la dispersion, mais ils ne furent jamais à la hauteur de la masse documentaire conservée et de son classement – S. Cœuré révèle qu'il existait un fichier individuel localisant immédiatement dans les dossiers un million de noms propres.

Ce traitement n'a sans doute d'égal que la façon dont le régime soviétique après la mort de Staline utilise les archives dans les négociations diplomatiques ; ce sont ces multiples épisodes qui constituent la dernière partie de l'ouvrage. Les voyages de Khrouchtchev et du général de Gaulle sont l'occasion de « cadeaux » réciproques, mais la chute du mur de Berlin accélère le processus. S. Cœuré analyse en particulier l'accord entre les ministres des Affaires étrangères (Roland Dumas et Andreï Kozyrev) en 1992. Si certains de ces éléments étaient connus grâce aux travaux de Patricia Grimsted¹, S. Cœuré apporte là aussi un regard neuf en articulant à chaque fois les actes des gouvernements français et soviétique puis russe à ceux des archivistes et des historiens. L'auteur montre combien le dévoilement de cette « mémoire spoliée » devient un pouvoir dont joue un État sur un autre, mais aussi comment le développement d'une historiographie ou même des politiques mémorielles peut ralentir un processus de restitution.

Le livre, qui comprend également une précieuse liste des documents restitués, s'achève sur la mise en perspective de cette double histoire avec la question de la gouvernance mondiale des archives. Cette réflexion ultime est d'autant plus précieuse qu'elle encourage, croyons-nous, à engager une réflexion de grande ampleur sur ces véritables guerres des archives dont l'Irak ou l'Espagne par exemple ont récemment été le théâtre, des conflits dans lesquels interagissent politiques, historiens et archivistes.

PHILIPPE ARTIÈRES

1 - Patricia Kennedy GRIMSTED, *Trophies of war and empire: The archival heritage of Ukraine, World War II, and the international politics of restitution*, Cambridge, Harvard Ukrainian Research Institute, 2001.

**Vincent Barnett
et Joachim Zweynert (éd.)**

Economics in Russia:

Studies in intellectual history

Aldershot, Ashgate, 2008, XVIII-202 p.

Cet ouvrage est un recueil d'études sur des économistes russes, qui s'étend de la période

de la Moscovie au XXI^e siècle. Combinant électionnellement les deux méthodes principales de l'étude de l'histoire de la pensée économique, celle qui se concentre sur l'« analyse économique » (Joseph Schumpeter) et celle qui envisage les théories dans leur contexte historique et culturel (Karl Pribram), la démarche adoptée consiste à choisir certaines périodes ou auteurs significatifs et à les présenter de façon synthétique.

L'introduction évoque le cycle parcouru par l'évaluation russe de la pensée économique dans ce pays. L'idée que cette dernière a essentiellement suivi, voire imité, les courants occidentaux a dominé jusqu'à l'époque soviétique. S'est imposée alors la thèse que les auteurs russes « bourgeois » n'avaient fait que suivre servilement l'« économie vulgaire » occidentale, tandis que les économistes « progressistes » avaient anticipé – souvent mieux qu'à l'Ouest – les théories marxistes et léninistes. Lors de la première décennie qui a suivi la fin de l'Union soviétique, l'intérêt s'est tourné vers les économistes « bourgeois » et anti-communistes, y compris les émigrés, tandis que la pensée soviétique était presque oubliée. Dans les années 2000 enfin est apparu un groupe de chercheurs, critiques des conséquences de la transition autant que de l'influence du *mainstream* occidental en économie, qui affirme l'existence d'une « école des économistes russes » marquée par les spécificités du caractère national et la prépondérance du collectif sur l'individuel. Au même moment s'est manifesté un groupe présenté comme l'« école de Tsagolov » qui cherche à réactiver l'économie politique soviétique tout en affirmant la supériorité de la pensée économique russe sur celle de l'Ouest.

L'ouvrage collectif tente de dépasser ces interprétations réductrices, en conjuguant des points de vue internes et externes, sans toutefois adopter une approche uniforme dans les divers chapitres. Pour Vincent Barnett et Joachim Zweynert, le poids de l'idéologie et le rapport ambigu avec l'Occident dans l'évolution de la pensée économique en Russie tiennent moins à un hypothétique caractère russe qu'au problème essentiel qui l'a occupée depuis Pierre le Grand jusqu'à nos jours, celui de la voie de développement que le pays emprunte, ou qu'il devrait adopter pour le bien de sa population. Dans leur conclusion, les coordina-

teurs affirment en définitive qu'il n'existe point d'école russe de science économique, comme il existe une école autrichienne ou une école de Cambridge : la grande diversité des thèmes et la variété des concepts et outils d'analyse employés par les économistes russes dans l'histoire moderne – concepts et outils souvent adaptés de ceux venant de l'étranger – montrent de plus grandes différences que celles qu'on observe au sein des « écoles » reconnues comme telles.

Les contributions se partagent entre les époques qui précèdent et qui suivent 1917. Parmi les premières figurent trois textes d'économistes russes, sur les thèmes de la propriété, de la monnaie et du commerce dans la Moscovie, sur la pensée économique à l'époque des Lumières et sur trois réformateurs monétaires, penseurs éclairés de la Russie impériale (Mikhail Speransky, Nikolai Mordvinov et Nikolai Bunge).

J. Zweynert montre la tension « entre raison et historicité » qui parcourt l'évolution de la pensée académique entre 1800 et 1861. La première domine chez les auteurs influencés par les classiques anglais, qui privilégient les lois économiques universelles et l'approche déductiviste, tandis que la seconde prévaut parmi les économistes marqués par l'école historique allemande, qui insistent sur une démarche plus inductive et sur l'importance des spécificités nationales. Cependant l'opposition n'est pas si tranchée car, à la différence de la France par exemple, « en Russie, la discipline économique avait été importée *via* l'Allemagne, ce qui voulait dire que même de nombreux économistes classiques étaient conscients du problème qu'un ordre “idéal” ne pourrait être développé qu'en prenant en compte les conditions historiques d'une société donnée » (p. 69). Selon J. Zweynert, même ceux qui avaient un penchant historiciste se méfiaient d'un relativisme excessif, car ils souhaitaient se démarquer de la thèse slavophile de l'impossibilité d'appliquer toute idée occidentale à la Russie. Il remarque également que, pour une certaine pensée russe, l'attrait de Marx repose sur le fait que ce dernier propose une solution au conflit entre raison et historicité ; toutefois cette observation n'est pas développée dans l'ouvrage qui ne contient pas d'analyse du marxisme russe avant la révolution de 1917.

Sergueï Boulgakov et Mikhaïl Tougan-Baranovsky sont analysés dans un chapitre concernant les fondements éthiques de l'économie politique. Les émigrés russes aux États-Unis sont évoqués succinctement, tels Jacob Marschak, Simon Kuznets et Wassily Leontief. Un examen plus développé est opéré de l'œuvre de deux économistes émigrés ayant contribué à l'étude de l'économie soviétique, Boris Brutzkus et Sergueï Prokopovitch ; Shuichi Kojima présente ces derniers comme des pionniers au regard des études soviétiques d'après-guerre.

Le cas d'Alexandre Tchayanov, quelque peu étrillé dans la contribution qui lui est consacrée, mérite d'être mentionné. La redécouverte de son œuvre dans les années 1960 a donné lieu, selon les auteurs, à des interprétations délirantes. Ils soulignent notamment l'influence de Jevons sur sa *Théorie de l'économie paysanne* (1925) et évoquent son ouvrage, publié sous pseudonyme en 1920, *Voyage de mon frère Alexis au pays de l'utopie paysanne*.

Un chapitre particulièrement documenté est l'étude de Michael Kaser sur le débat sur la loi de la valeur en URSS entre 1941 et 1953, période de gestation du fameux *Manuel* d'économie politique stalinien paru en 1954 à Moscou, où ressort notamment la figure de Nikolai Voznessensky (éliminé en 1949) ; il s'agit de la réédition d'un article publié en français en... 1966¹. L'auteur voit la « transition de l'économie soviétique de Marx à Marshall » s'accomplir dans la seconde moitié des années 1950, après le coup d'arrêt donné par Staline entre 1943 et 1948. Ceci renvoie à l'école mathématique soviétique, évoquée également par Pekka Sutela, auteur d'un livre sur la pensée économique soviétique, qui en propose ici une version très condensée.

Andrey Zaostrovstev discute enfin le passage « de l'économie marxiste au nationalisme post-soviétique » chez divers auteurs contemporains, dont Leonid Abalkine, qui écrit en 2001 que « l'on peut considérer comme caractère spécifique de la conception russe de la vie le refus du concept d'*homo œconomicus*, et des tentatives d'étudier cet homme économique indépendamment de la société et de son environnement » (p. 177). Mais il s'agit là davantage d'une posture traditionnelle des hétérodoxies économiques que d'un simple postulat nationaliste. Si le nationalisme s'est conjugué à diverses

reprises à l'approche de l'école historique, la connexion n'est nullement automatique.

Bien que n'étant pas exhaustif et que la qualité des diverses contributions se révèle variable, l'ouvrage peut être recommandé par les éclairages documentés qu'il propose sur l'histoire d'une pensée économique qui mérite assurément d'être revisitée.

BERNARD CHAVANCE

1 - Michael KASER, « Le débat sur la loi de la valeur en URSS. Étude rétrospective 1941-1953 », *Annuaire de l'URSS* 1965, 1966, p. 555-569.

Nicolas Spulber

Russia's economic transitions: From late tsarism to the new millennium
Cambridge, Cambridge University Press, 2003, 420 p.

Nicolas Spulber avait été, dès les années 1960, un des pionniers, avec Alexander Erlich, des études sur le fonctionnement de l'économie soviétique et des pays « est-européens ». Depuis, il s'est intéressé au fonctionnement de l'économie américaine et a produit des comparaisons intéressantes entre les deux systèmes. Sa longue et même exceptionnelle carrière est donc assez prolifique car, même après cet ouvrage, il a publié encore deux travaux sur l'économie russe et sur le rôle de l'État en Occident et dans les pays socialistes.

Dans cet ouvrage, il essaie de retracer l'évolution de l'économie et des politiques économiques adoptées en Russie sur la longue durée, du XIX^e siècle à nos jours. En particulier, il analyse ce qu'il appelle les trois « transitions » de l'économie russe : la transition de la dernière période tsariste ; celle de l'époque soviétique et, finalement, celle ayant lieu depuis 1991. À chacune de ces transitions est consacrée une partie de l'ouvrage. Chaque partie est assez claire et complète dans son organisation : à un premier chapitre sur le contexte économique, institutionnel et social, suivent des chapitres sur les politiques adoptées, puis sur les principaux secteurs de l'économie : agriculture, industrie, services, commerce et commerce extérieur, banques, monnaie et finances.

La thèse principale de l'auteur peut s'identifier par la manière dont il caractérise les trois

« transitions » étudiées : la première est qualifiée de transition du féodalisme vers le capitalisme, la deuxième de transition vers le socialisme et la troisième de transition du socialisme au capitalisme. Il s'agit donc d'une perspective et d'un jargon proches d'une certaine doctrine économique qui met l'accent sur les « stades » ou les « étapes » du développement. C'est une approche aux précédents célèbres, depuis « l'école historique » allemande (Friedrich List, Karl Bücher, Gustav von Schmoller, etc.) et Marx au XIX^e siècle, aux théories soviétiques, puis à celles dites « du développement » des années 1950-1970, en passant par les « étapes de la croissance » que Walt Withman Rostow avait rendues célèbres pendant les années 1960-1970. De manière singulière, cette idée de « transition », d'étapes du développement dans un cadre logique prédéterminé, a refait surface ces dernières années dans les analyses des ex-pays socialistes et de leur « transition » présumée vers le capitalisme. Le terme même de transition conduit à étudier les facteurs de retard, les distorsions dans un processus jugé comme inévitable, mais il exclut le plus souvent les bifurcations historiques.

Cette attitude, difficile à accepter par les historiens, peut néanmoins trouver une certaine légitimité au sein des analyses économiques plus proches des suggestions normatives en matière de politiques à adopter. C'est pourquoi la critique principale qui peut être adressée à l'ouvrage de N. Spulber n'est pas tellement d'adopter une approche déterministe et a-historienne (il s'agit au fond d'un exemple tout à fait classique d'économie historique), mais plutôt d'ignorer la quasi-totalité des analyses historiques de l'économie russe et soviétique qui ont été menées depuis les années 1970 et qui sont indispensables même pour une approche normative comme celle qu'il adopte. Ainsi, le fait de qualifier l'économie tsariste comme un régime féodal (et parfois comme un « mode de production féodal ») a été largement contesté par toutes les études qui, depuis les années 1980, ont mis en évidence l'évolution et la complexité de cette société. De même, il paraît difficile d'étudier suivant une seule et même perspective (le plan administratif et militaire) toute l'économie soviétique des années 1930-1990, des différences importantes ayant été démontrées pour les années 1930-1950 par rapport aux décennies suivantes.

Le résultat est de ce fait assez décevant : la partie sur la Russie tsariste présente des lieux communs largement réfutés par l'historiographie récente : l'immobilisme de la commune paysanne, le rôle secondaire de l'industrie largement dépendante des capitaux étrangers et de l'État, la société d'Ancien Régime figée en états, etc.

Les chapitres sur l'économie soviétique sont aussi superficiels, mais, en même temps, ils dépendent davantage que les chapitres précédents d'une insuffisance réelle des études sur cette période, en particulier sur le fonctionnement de l'économie soviétique pendant les années 1950-1990. Comme la quasi-totalité des travaux qui touchent, souvent de manière indirecte, à ces questions, les analyses de N. Spulber se limitent à évoquer la fragilité du secteur agricole, le marchandage au sein du plan, l'inefficacité de ce dernier, le manque d'intérêt des uns et des autres à obtenir de bons résultats, l'absence d'informations véritables sur l'état de l'économie. En réalité, nous manquons encore d'un corpus d'études sérieuses, fondées sur des matériaux d'archives et descendant plus bas que les hautes instances directives du pays, sur le fonctionnement de l'économie soviétique, les modalités de l'échange, l'organisation du travail, etc. De ce point de vue, cet ouvrage joue un rôle important car il met en évidence une limite persistante des études dans ce domaine.

Enfinement, la dernière partie attribue l'échec des réformes en cours à la présence d'intérêts convergents des chefs d'entreprise, bureaucrates, syndicats, etc., qui vivent de la corruption et de l'inefficacité du système.

Il est difficile d'éviter un jugement critique de cet ouvrage ; comme ouvrage de synthèse, il manque de toute la bibliographie récente ; en tant que manuel pour des étudiants avancés, il ne fournit pas de bibliographie, ni d'examen de l'historiographie ; en tant qu'analyse de longue durée de la Russie, il se limite à des lieux communs assez datés.

Il n'empêche que, précisément en avançant ces lieux communs, cet ouvrage encourage à se poser des questions intéressantes, en particulier sur le rôle et la force de la Russie. À suivre la conclusion de N. Spulber, la Russie tsariste était un pays semi-féodal dans un monde capitaliste avec une population vivant à la limite de la subsistance et portée à l'émeute ; pour sa part, l'expérience soviétique a bâti un

système répressif inefficace sur le plan économique. Finalement, les réformes en cours n'aboutissent pas et vont probablement demander des décennies étant données les « mentalités » (*sic*) russes, désormais consolidées par des siècles d'autocratie et des décennies de plan et d'autoritarisme.

Cette image assez négative de la Russie n'est finalement pas si rare, même si souvent présentée de manière plus nuancée parmi les historiens, politistes, économistes, etc., qui ont été portés à s'intéresser à ce pays. Du coup, la question qu'on aurait envie de se poser est la suivante : comment se fait-il qu'un pays qui, depuis le Moyen Âge et les invasions mongoles, est de manière systématique considéré comme étant au bord de la banqueroute économique et politique soit toujours au premier rang des puissances mondiales ?

La « tyrannie » et la taille du pays ne sauraient là constituer une réponse car ces éléments ne peuvent se perpétuer de manière « spontanée » ; nous revenons donc à la case départ. De manière paradoxale, après plusieurs siècles et des bibliothèques entières consacrées à la Russie, une analyse fine, de longue durée et vidée de présupposés idéologiques est encore attendue.

ALESSANDRO STANZIANI

Gilles Favarel-Garrigues

La police des mœurs économiques.

De l'URSS à la Russie, 1965-1995

Paris, CNRS Éditions, 2007, 320 p.

De lecture agréable, ce livre analyse l'action menée en URSS, puis en Russie, pour lutter contre la criminalité économique, de l'ère Brejnev (1965) aux crimes qui ont marqué la transition et la privatisation jusqu'en 1995. En rupture à la fois avec la thèse du totalitarisme soviétique où la police est l'instrument d'un État policier et la vision normative et téléologique de la transition, l'auteur considère les policiers soviétiques comme des acteurs sociaux qui disposent d'une certaine autonomie dans leur activité professionnelle, sélectionnant les affaires qu'ils traitent quotidiennement, alors qu'ils sont soumis à une obligation – planifiée – de résultats. L'ouvrage est une mine de renseignements sur la mise en œuvre de la politique

pénale grâce à la consultation d'archives nationales et de rapports administratifs, complétée d'entretiens avec les services répressifs dans la région, bien choisie, de Sverdlovsk : fief politique de Boris Eltsine, dominé par le crime organisé (« Chicago sur Oural »), ville pionnière des privatisations spontanées puis truquées, qui a subi la violence de puissantes mafias et l'affairisme des élites locales.

La première partie, intitulée « La gestion soviétique des illégalismes économiques », présente les fondements idéologiques et juridiques de la répression en URSS ; critique la rationalisation occidentale de la seconde économie soviétique, s'appuyant sur des interviews d'immigrants plutôt que sur des documents attestant de l'action pénale, et ses hypothèses de production de la délinquance économique par le plan ou de la nécessité des pratiques maintenues dans l'illégalité ; puis décrit dans le détail quels étaient les différents acteurs et instances intervenant dans la politique pénale (*prokouratoura* – police judiciaire, KGB et *droujiny* – détachements populaires volontaires de maintien de l'ordre public). On en retient l'imprécision des incriminations et des qualifications juridiques qui permettait de sanctionner n'importe quelle pratique illicite. La dualité du policier l'amenait, comme tout citoyen, à soutenir les principes fondateurs du régime et à les contredire quotidiennement par ses pratiques. L'obligation de résultat, en particulier lors des campagnes de mobilisation (contre le travail au noir ou les atteintes aux biens de l'État), ajoutait une croissance statistique de la criminalité enregistrée à la montée réelle d'une délinquance (spéculation, ateliers clandestins ou réseaux de détournement), gonflement statistique qui aurait été impossible sans le soutien des responsables administratifs et des élites locales. La baisse du taux d'élucidation des infractions indique à la fois la volonté des services de police de démontrer leur efficacité et l'augmentation quantitative des délits. La triple figure du délinquant économique – parasite, récidiviste, alcoolique – offrait une justification à la répression, au contrôle policier et à la surveillance sociale (vigilance citoyenne des *droujiny*).

La deuxième partie, « Perestroïka, *glasnost* et politique pénale », montre le rôle des nouvelles coopératives (autorisées en 1986) comme

première source légale d'enrichissement personnel et d'émergence d'entrepreneurs, puis dans l'expansion des privatisations spontanées (illégales avant 1991) qui profitent avant tout aux cadres et aux *komsomols* (Jeunesses communistes). Une « privatisation de l'État par l'État » favorisant la captation du capital par les détenteurs du pouvoir désireux de le conserver ; ou un apprentissage de l'économie de marché qui rend irréversible le processus de sortie du communisme selon les laudateurs de la privatisation. Lors des privatisations de 1991-1994, le poids de l'administration est prépondérant et les commissions locales doivent privatiser mensuellement une quantité d'entreprises correspondant aux attentes de la hiérarchie¹. Ces privatisations ont bénéficié aux détenteurs de ressources financières, administratives, ou d'une capacité à user de la force (des services répressifs eux-mêmes... au milieu criminel). Le développement de pratiques inventées par les nouveaux entrepreneurs (d'où la référence à Joseph Schumpeter), individuellement ou collectivement, puis de règles *sui generis* pour les valider, a désorienté les services de police pris en contradiction entre la répression des pratiques illicites et la volonté du pouvoir de légaliser l'économie de l'ombre par les nouvelles lois sur l'activité du travail individuel, les coopératives puis les privatisations. À partir de 1988, le crime organisé, la criminalité professionnelle et la mafia entrent dans les qualifications pénales et le vocabulaire courant pour désigner ce qui est souvent un phénomène d'accumulation primitive du capital. La politique pénale eut du mal à s'adapter à ce contexte, en faisant entrer certaines pratiques dans le domaine de la sanction pénale puis en les dépénalisant ultérieurement, le code pénal soviétique étant resté en vigueur jusqu'en 1997.

« La régulation policière du capitalisme en formation » est abordée dans une troisième partie. Elle décrit la réorganisation du dispositif policier, en manque de moyens et faiblement rémunérateur, d'où la fuite des agents vers le secteur privé, les entreprises d'exercice de la violence, qui comblent le vide institutionnel quant à l'application des lois et au respect des contrats, et enfin le crime organisé.

Tout ceci a provoqué la défiance de la population et entraîné des mesures de recentralisation des fonctions policières, ainsi que la création d'une police fiscale. La répression du crime économique, après 1986, a consisté en une lutte contre les revenus illicites, débordée dès 1988 par la forte progression des faits incriminés, en particulier de forme prédatrice, mais aussi des pots-de-vin, des vols, des extorsions, des violations de règles, des groupes criminels, mais sans transformer fondamentalement les pratiques policières soviétiques. Les difficultés rencontrées étaient régulièrement imputées à des facteurs explicatifs faisant l'objet de consensus aux yeux de la hiérarchie (infraction aux règles de l'activité économique soviétique, spéculation, atteinte à la propriété socialiste, exploitation des pénuries).

Pour finir, l'intervention policière dans les privatisations est le point culminant de l'analyse : collusion, concussion, corruption, fausse comptabilité, blanchiment d'argent, contrefaçon des chèques de privatisation, escroqueries diverses, favoritisme dans les enchères, extorsion d'actions que n'a pu endiguer une police incompétente à traiter ces faits face à des entrepreneurs innovant pour contourner les règles, quand elle n'a pas directement participé aux bénéfices des opérations. Les dirigeants en place, les *komsomols*, et souvent des criminels, se sont appropriés les biens de l'État, selon des méthodes douteuses, parfois accompagnées de règlements de compte et d'assassinats. L'auteur présente ici le versant pénal de l'analyse économique qui conteste le bien-fondé des méthodes de privatisation choisies en Russie².

Travail approfondi d'historien, il intéressera assurément les juristes, politistes, économistes et autres « transitologues ».

WLADIMIR ANDREFF

1 - Voir un modèle de planification des privatisations dans Wladimir ANDREFF, *La crise des économies socialistes. La rupture d'un système*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1993.

2 - Wladimir ANDREFF, *Économie de la transition. La transformation des économies planifiées en économies de marché*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 2007.

- Maureen Perrie (éd.), *The Cambridge history of Russia. I, From early Rus' to 1689* (Alessandro Stanziani) p. 697-701
- Dominic Lieven (éd.), *The Cambridge history of Russia. II, Imperial Russia, 1689-1917* (Alessandro Stanziani) p. 697-701
- Ronald Grigory Suny (éd.), *The Cambridge history of Russia. II, The twentieth century* (Alessandro Stanziani) p. 697-701
- Marie-Pierre Rey, *Alexandre I^{er}* (Jacques-Olivier Boudon) p. 701-702
- Stella Ghervas, *Réinventer la tradition, Alexandre Stourdza et l'Europe de la Sainte-Alliance* (Marie-Pierre Rey) p. 703-704
- Richard Stites, *Serfdom, society and the arts in imperial Russia: The pleasure and the power* (Wladimir Berelowitch) p. 704-706
- Elena Gretchanaia et Catherine Viollet (éd.), *Si tu lis jamais ce journal... Diaristes russes francophones, 1780-1854* (Philippe Artières) p. 706-707
- Georges Nivat (dir.), *Les sites de la mémoire russe. 1, Géographie de la mémoire russe* (Sophie Cœuré) p. 707-709
- Serhii Plokhy, *The origins of the Slavic nations: Premodern identities in Russia, Ukraine, and Belarus* (Aleksandr Lavrov) p. 709-711
- Marlène Laruelle, *Mythe aryen et rêve impérial dans la Russie du XIX^e siècle* (Marie-Pierre Rey) p. 711-712
- Marlène Laruelle, *La quête d'une identité impériale, le néo-eurasisme dans la Russie contemporaine* (Marie-Pierre Rey) p. 711-712
- Juliette Cadiot, *Le laboratoire impérial: Russie-URSS, 1870-1940* (Morgane Labbé) p. 712-714
- Alexei Miller, *The Romanov empire and nationalism: Essays in the methodology of historical research* (Juliette Cadiot) p. 714-716

- Eric Lohr, *Nationalizing the Russian empire: The campaign against enemy aliens during World War I* (Marie-Pierre Rey) p. 717-718
- David Schimmelpenninck van der Oye, *Toward the rising sun: Russian ideologies of empire and the path to war with Japan* (Leonid Heller) p. 718-720
- Catherine Gousseff, *L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride, 1920-1939* (Sabine Dullin) p. 720-722
- Sophie Cœuré et Sabine Dullin (dir.), *Frontières du communisme. Mythologies et réalités de la division de l'Europe de la révolution d'Octobre au mur de Berlin* (Juliette Cadiot) p. 722-724
- Gregor Thum (éd.), *Traumland Osten. Deutsche Bilder vom östlichen Europa im 20. Jahrhundert* (Thomas Serrier) p. 724-726
- Ronald Smelser et Edward J. Davies II, *The myth of the Eastern Front: The Nazi-Soviet war in American popular culture* (Pauline Peretz) p. 726-727
- Nicolas Werth, *L'ivrogne et la marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938* (Marc Elie) p. 727-731
- Nicolas Werth, *La terreur et le désarroi. Staline et son système* (Marc Elie) p. 727-731
- Nicolas Werth, *L'île aux cannibales. 1933, une déportation-abandon en Sibérie* (Marc Elie) p. 727-731
- France Meslé et Jacques Vallin, *Mortalité et causes de décès en Ukraine au XX^e siècle: la crise sanitaire dans les pays de l'ex-URSS* (Marie-Hélène Mandrillon) p. 731-733
- Sheila Fitzpatrick, *Tear off the masks! Identity and imposture in twentieth-century Russia* (François-Xavier Nérard) p. 733-734
- Rudolf G. Pikhovia, *URSS, histoire du pouvoir. 1, Quarante ans d'après-guerre. 2, Le retour de l'Aigle bicéphale* (Nicolas Werth) p. 734-736
- Sophie Cœuré, *La mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique, de 1940 à nos jours* (Philippe Artières) p. 736-737
- Vincent Barnett et Joachim Zweynert (éd.), *Economics in Russia: Studies in intellectual history* (Bernard Chavance) p. 737-739
- Nicolas Spulber, *Russia's economic transitions: From late tsarism to the new millennium* (Alessandro Stanziani) p. 739-741
- Gilles Favarel-Garrigues, *La police des mœurs économiques. De l'URSS à la Russie, 1965-1995* (Wladimir Andreff) p. 741-742